

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Directorat du développement
et de la coopération DDC

N° 8 / SEPTEMBRE 2016
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION
www.ddc.admin.ch

Jeunes et adolescents

Ils sont 1,8 milliard dans le monde
– un immense potentiel

Égypte

La bureaucratie, obstacle au développement

Flux financiers illicites

Les pays pauvres durement touchés



Sommaire

DOSSIER



JEUNESSE ET DÉVELOPPEMENT

6 Les perspectives d'avenir ne vont pas de soi

Neuf jeunes sur dix vivent dans les pays en développement. Ils représentent un immense potentiel de progrès économique et social.

12 Un problème de qualité dans l'éducation

Entretien avec Suzanne Grant Lewis, directrice de l'Institut international de planification de l'éducation

14 Formation pour tous à Kakuma

Dans un camp de réfugiés du Kenya, un projet suisse permet à des résidents et à la population locale d'acquérir des compétences professionnelles, sociales et économiques

16 De meilleures perspectives pour Viengsavanh

Au Laos, un projet germano-suisse dispense une formation professionnelle à des jeunes défavorisés

17 Faits et chiffres

18 Une armée de fonctionnaires improductifs

L'Égypte doit atteindre d'ici 2030 d'ambitieux objectifs de développement. Sa fonction publique pléthorique constitue un obstacle majeur sur cette voie.

21 Sur le terrain avec...

Romain Darbellay, chef sortant du bureau de la coopération suisse au Caire

22 « Qui sera le prochain ? »

Sara Khorshid explique pourquoi elle – comme beaucoup d'autres Égyptiens – n'a pas voté lors des élections présidentielles et parlementaires dans son pays

HORIZONS



23 De l'eau potable pour tous

Dans des régions rurales de Moldavie, un projet de la DDC a raccordé 14 000 maisons au réseau d'égouts et fourni de l'eau courante à 40 000 personnes

24 La Mongolie au chevet de ses animaux de rente

La réforme du système vétérinaire, menée avec l'appui de la DDC, permettra d'améliorer la santé du cheptel mongol et donc d'exporter de la viande

DDC



27 Les 1100 milliards de dollars perdus

Les flux financiers illicites affectent tout particulièrement les pays en développement

30 Le réalisme magique du Caño Cristales

Carte blanche : la Colombienne Ana María Arango évoque le spectacle fascinant de la plus belle rivière du monde

FORUM



31 « Seules meurent les cultures qui ne s'ouvrent pas »

Entretien avec l'écrivain mauritanien Beyrouk, qui emmène ses lecteurs dans les campements bédouins et les oasis du Sahara

CULTURE



3 Éditorial

4 Périscope

26 DDC interne

34 Service

35 Coup de cœur avec Omar Ba

35 Impressum

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Éditorial



La jeunesse est notre avenir

Que ce soit à l'occasion des cérémonies de promotions scolaires ou dans les plaidoyers en faveur d'une hausse des dépenses allouées à l'éducation, les orateurs concluent presque systématiquement leurs propos par cette phrase : « La jeunesse est notre avenir. » De prime abord, l'affirmation paraît banale et un peu galvaudée. Si elle revient pourtant régulièrement dans les discours, c'est qu'elle a un sens profond.

Voilà ce qu'elle signifie : si nous voulons que les responsables et les décideurs de demain soient capables de venir à bout des difficultés que nous leur léguons et des problèmes futurs de l'humanité, nous devons préparer les jeunes à affronter l'avenir. Ce constat est tout sauf trivial. Il nous pousse inévitablement à nous interroger sur les résultats obtenus jusqu'ici grâce aux moyens investis dans la formation des futurs politiciens, scientifiques, responsables économiques, citoyens et consommateurs.

Bien entendu, la situation des jeunes dans les pays en développement est particulièrement pertinente pour le travail de la DDC. De ce côté-là, il y a de bonnes nouvelles. Ainsi, au cours des 25 dernières années, le nombre d'enfants qui ne fréquentent pas l'école primaire a été divisé par deux en Afrique subsaharienne (cela, admettons-le, ne donne pas encore d'indications sur la qualité de l'enseignement). Durant la même période, la mortalité infantile a baissé de moitié au niveau mondial. Dans bien des régions, ce recul résulte directement d'une nette amélioration des soins de santé, un domaine d'intervention important pour la DDC.

D'un autre côté, plus de 70 millions de jeunes de 18 à 24 ans sont sans emploi dans le monde. Nombre d'entre eux n'ont guère de chances de voir leur situation de détresse sociale et psychologique s'améliorer à brève échéance. En Afrique subsaharienne, les 300 millions d'enfants âgés aujourd'hui de 7 à 12 ans se mettront d'ici quelques années en quête d'emplois, mais ceux-ci restent à créer. Parmi la multitude d'enfants et d'adolescents dépourvus de perspectives d'avenir, beaucoup sont des réfugiés ou des déplacés

à l'intérieur de leur propre pays. Lors d'un entretien avec des jeunes dans un camp de réfugiés syriens en Jordanie, j'ai clairement perçu que l'inactivité et le sentiment d'un avenir bouché constituent leur principal problème.

Grâce à l'efficacité de son système de formation (professionnelle) et à sa renommée internationale, la Suisse est en mesure d'apporter une contribution utile en la matière aux pays partenaires de sa coopération au développement. C'est pourquoi la DDC prévoit d'accroître de 50% son engagement dans ce domaine au cours des quatre années à venir. En visitant des projets au Laos et au Rwanda, j'ai pu constater les bienfaits de notre modèle dual d'apprentissage. Dans bien des cas, il faut toutefois commencer par vaincre les préjugés dont souffre la formation professionnelle par rapport aux études universitaires. Quand on y parvient, le succès est au rendez-vous.

Nous tenons également à améliorer les perspectives des jeunes réfugiés. Ainsi, nous proposons une formation spécifique à ceux qui vivent dans le camp de Kakuma, au Kenya. Privilégier les réfugiés n'aurait toutefois pas favorisé leur acceptation par la population locale. C'est pourquoi l'offre s'adresse également aux habitants de la région, qui ont le même besoin d'acquérir des compétences professionnelles.

Pour la DDC, l'expression « La jeunesse est notre avenir » n'est donc pas juste une formule creuse. Il s'agit d'un programme.

Manuel Sager
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Périscope



Patrick Flier/hemis.fr/iaf

Carburants contre alimentation

(jlh) Environ 4% des terres agricoles de la planète sont vouées à la culture de plantes (maïs, soja, etc.) qui seront transformées en carburants. Si ces sols étaient utilisés pour des cultures vivrières, ils pourraient nourrir 280 millions de personnes supplémentaires, soit plus du tiers de celles qui sont sous-alimentées dans le monde. C'est ce que révèle une étude récente de l'Université de Virginie (États-Unis). « Ces résultats montrent à quel point les agrocarburants font concurrence à l'alimentation pour l'utilisation des ressources limitées de la planète en terres et en eau », constate Paolo d'Odorico, coauteur de l'étude. La situation ne peut qu'empirer avec l'accroissement de la population mondiale qui devrait atteindre 9 milliards d'individus d'ici 2050. Les besoins de nourriture et de carburants iront en augmentant. Les conflits risquent de s'exacerber. Il est donc urgent, concluent les chercheurs, de produire des agrocarburants de deuxième et troisième générations (issus de déchets biologiques et d'algues), qui ne concurrencent pas les denrées alimentaires.

www.virginia.edu, chercher « Fuel or food »

Un sommet pour les Africaines

(bf) L'Afrique compte 1,2 milliard d'habitants, dont plus de la moitié sont des femmes. Assumant la responsabilité de la majorité des ménages, celles-ci

jouent un rôle déterminant dans la production des denrées alimentaires. Les femmes représentent 43% de la main-d'œuvre agricole. Elles sont très actives dans l'aviculture, la production laitière, la pêche, l'aquaculture ainsi que dans la commercialisation des produits artisanaux et des denrées alimentaires.

Pourtant, on est encore très loin d'atteindre l'égalité des sexes. Le 26^e sommet de l'Union africaine, qui s'est tenu fin janvier à Addis-Abeba et qui a réuni les représentants des 54 pays du continent, était placé sous le



Sven Torfinn/iaf

signe des droits de l'homme « avec une attention particulière pour les droits des femmes ». Cette conférence a été l'occasion d'aborder les principaux obstacles empêchant les Africaines d'accéder à l'égalité des droits : l'exclusion économique, un système financier qui perpétue la discrimination, un manque d'accès à l'éducation, les violences sexuelles, les pratiques culturelles dangereuses pour la santé et le fait que les femmes soient exclues des négociations de paix.

Pourquoi pas une aide individuelle en espèces ?

(jlh) Rejeté en juin dernier par le peuple suisse, le revenu de base inconditionnel reste d'actualité ailleurs dans le monde. L'ONG américaine GiveDirectly compte y recourir pour éradiquer la pauvreté extrême. Elle lancera bientôt un projet pilote au Kenya : environ 6000 personnes particulièrement démunies recevront pendant dix ans une somme suffisante pour subvenir à leurs besoins essentiels. Le transfert s'effectuera par téléphone portable. GiveDirectly prévoit d'engager environ 30 millions de dollars pour financer ce projet. De son point de vue, un soutien en espèces est moins bureaucratique et plus digne que l'aide traditionnelle au développement. Il devrait être au final plus efficace, car les bénéficiaires peuvent décider eux-mêmes, en fonction de leur situation, de quelle manière ils veulent utiliser leur argent. De plus, les fonds alloués circulent ensuite dans les marchés de la région, ce qui renforce l'économie locale. L'ONG prévoit d'analyser en détail le processus, afin de vérifier s'il répond à ses attentes. Son projet suscite un grand intérêt : la Banque mondiale et la Commission européenne examinent elles aussi le modèle du revenu de base. www.givedirectly.org



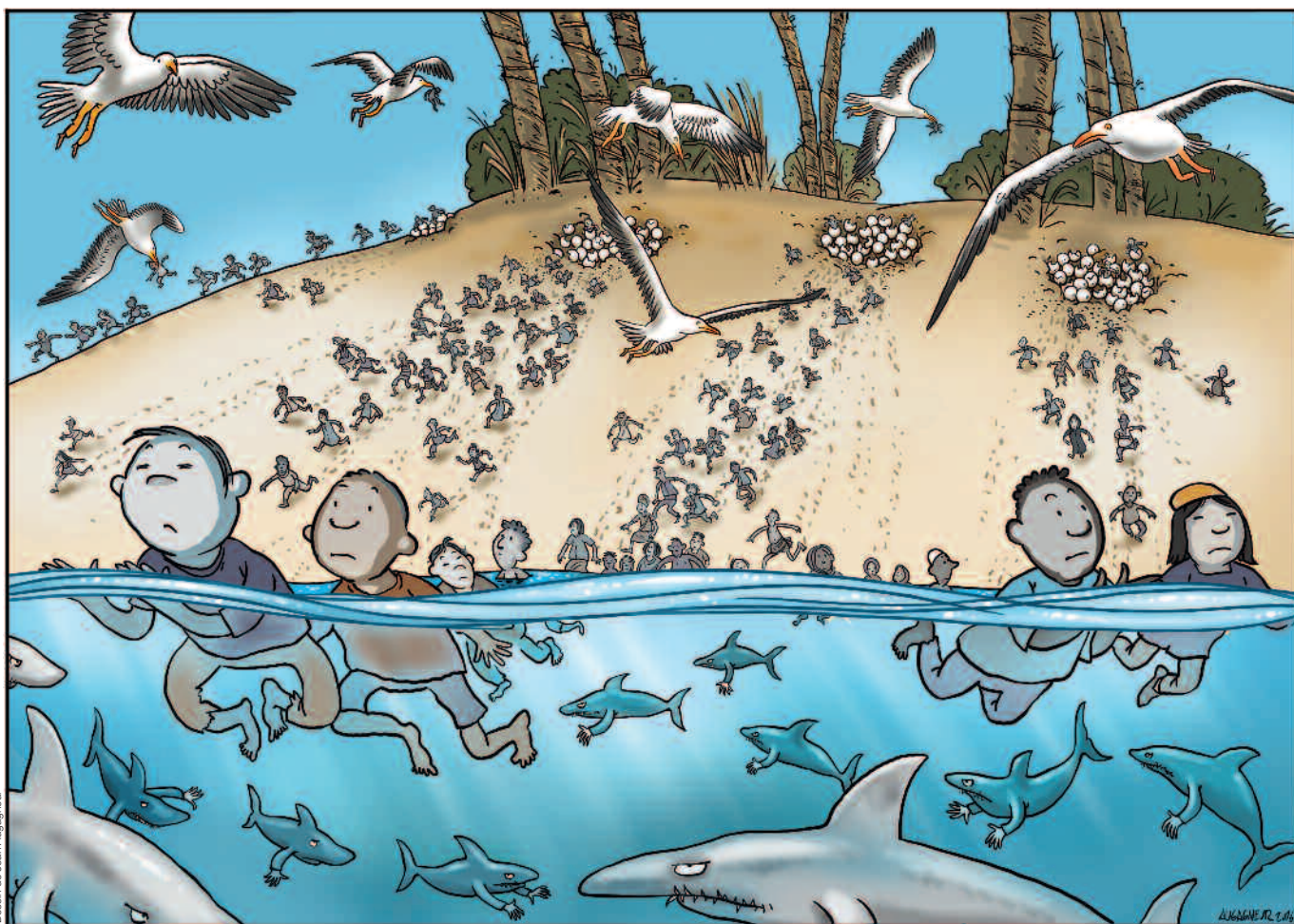
The Fred Hollows Foundation

Un ophtalmoscope pour 8 dollars

(jlh) Il est petit, léger, bon marché, efficace et n'a pas besoin de courant électrique pour fonctionner. L'Arclight, un appareil destiné à l'examen des yeux et des oreilles (ophtalmoscope et otoscope), a été conçu spécialement pour les pays en développement. Il pèse 18 grammes et coûte 8 dollars. Il a été développé sur mandat de la fondation australienne Fred Hollows qui se consacre à la lutte contre la cécité évitable. Cette ONG l'a déjà testé avec succès en Australie, en Éthiopie, au Kenya et en Tanzanie. La construction est très simple : une lentille grossissante, une lampe LED, une batterie rechargeable à l'énergie solaire ou via un câble USB et un embout pour l'examen du conduit auditif. L'ophtalmoscope est un instrument indispensable pour détecter des affections comme la cataracte ou le glaucome, avant qu'elles n'entraînent une cécité. Vu son prix habituellement élevé, il est rare que le personnel médical en soit équipé dans les pays pauvres. « Arclight a le potentiel d'offrir des examens oculaires à des millions de personnes qui, autrement, n'auraient pas cette chance », estime le directeur médical de Fred Hollows. www.hollows.org

L'incidence du diabète augmente

(bf) Le nombre de diabétiques a presque quadruplé dans le monde depuis 1980, passant de 108 à 422 millions. Dans son



Dessin de Jean-Augagneur

premier rapport mondial sur le diabète, publié en avril dernier, l'Organisation mondiale de la santé constate que cette maladie n'est plus depuis longtemps limitée aux pays riches. En 2012 uniquement, le diabète était à l'origine de 1,5 million de décès, dont 80% dans des États à revenu faible ou intermédiaire. Dans ces

pays, nombre d'habitants n'ont pas les moyens d'acheter des médicaments. De plus, la maladie est souvent diagnostiquée très tard, voire pas du tout. Les experts estiment que les principaux facteurs de risque sont une mauvaise alimentation, le surpoids qui en résulte et le manque d'exercice physique. Si aucune

mesure efficace n'est prise pour stopper sa recrudescence, le diabète comptera d'ici 2030 parmi les sept causes de décès les plus fréquentes dans le monde. www.who.int, chercher « Global report on diabetes »

De l'énergie propre, de jour comme de nuit

(bf) Le village de pêcheurs de Caleta San Marcos, dans le nord du Chili, est l'épicentre d'un projet novateur : d'ici 2020, tous les besoins en électricité de la région seront couverts par des sources d'énergie renouvelables. Les promoteurs exploiteront les caractéristiques géographiques de cette côte aride et bordée de hautes falaises. Pendant la journée, un grand parc photovoltaïque générera du courant. Parallèlement, une centrale hydraulique fonctionnant à l'éner-

gie solaire pompera l'eau de l'océan Pacifique et l'acheminera par un réseau de tunnels vers deux bassins de rétention naturels situés au-dessus des falaises, à 600 mètres d'altitude. De nuit, elle générera de l'électricité en relâchant cette eau dans les mêmes tunnels. Ainsi, une énergie propre sera produite 24 heures sur 24. Ce projet semble fait pour le Chili, avec ses côtes interminables, ses falaises et son désert d'Atacama brûlé par le soleil. Valhalla, l'entreprise responsable des travaux, a récemment remporté le Prix national de l'innovation, décerné par le ministère chilien de l'économie. Son directeur Juan Andrés Camus en est convaincu : « Des projets comme celui-ci peuvent aider le Chili à devenir un pionnier des technologies vertes. » www.valhalla.cl



Le Figaro Magazine/Isaïr

Les perspectives d'avenir ne vont pas de soi

On compte 1,8 milliard de jeunes âgés de 10 à 24 ans sur la planète, un nombre record. Environ 90% d'entre eux vivent dans les pays en développement. Selon des spécialistes, le monde ne disposera plus jamais d'un tel potentiel de progrès économique et social. Mais la grande question est de savoir quelle vie d'adulte attend ce groupe de population. De Jens Lundsgaard-Hansen.



Les connaissances scolaires ne suffisent pas pour trouver un emploi. Dès l'enfance, il importe de développer des compétences comportementales, telles que le travail en équipe et le sens de l'initiative – comme ici, à Kampala (Ouganda).

Les jeunes représentent presque un quart de la population mondiale et même un tiers de celle des pays en développement. Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef), c'est maintenant qu'il faut leur donner la chance d'exprimer pleinement leur potentiel, et pas seulement le jour où ils seront devenus des adultes.

Les défis à relever sont toutefois énormes. Environ 90% des jeunes vivent dans les pays en développement. Leur proportion tend d'ailleurs à être plus grande là où la pauvreté est endémique, où l'État investit peu dans la formation et la santé et où les inégalités hommes-femmes sont particulièrement marquées. « Il est indispensable que les jeunes soient

placés au centre de la vision du développement durable de l'après-2015», demande Babatunde Osotimehin, directeur du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA). L'occasion est unique et il ne faut surtout pas la manquer.

Des défis clairement définis

Dans les milieux de la coopération au développement, un large consensus règne au sujet des domaines dans lesquels se situent les principaux défis : la santé et la prévention, la protection sociale, la participation, ainsi que la formation et l'emploi.

la situation économique. Les conséquences sont graves. D'une part, les grossesses et les naissances précoces constituent un risque élevé pour la santé. D'autre part, elles provoquent des ruptures dans le parcours de vie : souvent, les filles ou les jeunes femmes concernées interrompent leur formation et elles n'auront plus l'occasion de la reprendre. Le constat inverse vaut pour celles qui ont achevé l'école secondaire : il y a dans cette catégorie six fois moins de mariages précoces et trois fois moins de grossesses précoces que parmi les jeunes femmes qui n'ont pas atteint le degré secondaire.



Barbara Dombrowski/afif

Environ 250 millions d'enfants dans le monde ne savent ni lire, ni calculer. Pourtant, plus de la moitié d'entre eux ont fréquenté l'école pendant au moins quatre ans.

Les limites entre ces domaines sont floues et les interactions nombreuses. Prenons par exemple la santé et la prévention : selon l'Organisation mondiale de la santé, seuls 10% des jeunes hommes et 15% des jeunes femmes savent s'ils sont ou non porteurs du virus du sida. Nombre d'entre eux ne disposent pas d'informations suffisantes sur cette maladie. Parmi les femmes de 15 à 22 ans, 22% seulement ont accès à des moyens de contraception, alors que cette proportion atteint 60% chez celles de plus de 30 ans.

Par ailleurs, un tiers des femmes de 20 à 24 ans ont été mariées ou ont vécu avec un partenaire avant l'âge de 18 ans, voire plus tôt. Au Népal, au Niger ou au Mali, la proportion atteint 50 à 70%. Cela est dû aux normes culturelles et sociales ainsi qu'à

Dépouillés de leur enfance et de leurs droits

Diverses formes de discrimination, d'exploitation et de mauvais traitements rejettent nombre d'individus, et notamment des jeunes, en marge de la société. Les filles sont particulièrement exposées aux abus sexuels, tandis que la violence des gangs et le recrutement d'enfants-soldats recèlent souvent de sérieux risques pour les garçons. Selon l'ONU, environ 170 millions d'enfants travaillent – soit 11% de tous les enfants du monde – et 21 millions sont victimes de travail forcé. Environ 12% des migrants ont entre 10 et 24 ans. Ces statistiques de la détresse donnent une idée de ce que signifie pour des jeunes le fait d'être « marginalisés ».

C'est précisément sur ce groupe de la population

Dividende démographique

Selon la théorie du « dividende démographique », une population très jeune est une chance pour les pays en développement, à condition que ceux-ci appliquent la bonne politique : il importe tout d'abord de réduire la mortalité infantile (accès à l'eau, à la nourriture et aux soins de santé) ; le taux de natalité diminue ensuite (grâce à la contraception notamment) ; la part de la population active augmente et il est alors possible d'exploiter son potentiel économique (en investissant dans la formation et la santé). Des pays comme la Corée du Sud et Singapour doivent à ce mécanisme l'essor économique qu'ils ont connu entre 1965 et 1995. L'Afrique, surtout au sud du Sahara, possède également un grand potentiel, mais elle n'a pas encore pu mettre en œuvre les politiques requises.



Helena Schaefer/Leif

Pour que les adolescents aient une chance de s'insérer sur le marché du travail, le système éducatif doit coopérer avec l'économie et la société. Ici, un stage de formation dans un hôpital du Sri Lanka.

Ni au travail, ni à l'école, ni en formation

L'acronyme anglais NEET (*not in employment, education or training*) désigne les jeunes qui n'ont pas d'emploi, ne sont pas scolarisés et ne suivent pas de formation. Ils sont donc inactifs et souvent sans perspectives. Le *Rapport sur le développement dans le monde 2013* estime leur nombre à 620 millions. Le taux de NEET tend à être plus élevé en ville que dans les zones rurales. Au Pakistan, en Inde et en Turquie notamment, on compte parmi eux plus de femmes que d'hommes. Dans d'autres pays, comme au Ghana, au Chili ou en Ukraine, la différence entre les sexes est nettement moins marquée. De manière générale, le taux de chômage est beaucoup plus élevé chez les jeunes que dans le reste de la population.

que l'œuvre d'entraide Terre des Hommes Suisse concentre ses activités. Filip Zirin, membre de l'équipe de communication, dresse le constat suivant : « La pauvreté, la discrimination et la guerre affectent tout particulièrement les jeunes. Ces derniers deviennent vulnérables dans un environnement marqué par la violence. Nos projets misent dès lors sur le soutien psychosocial pour les aider à surmonter leurs traumatismes. »

Les victimes ont ceci en commun : dépouillées de leur enfance et de leurs droits, elles perdent toute perspective de mener l'existence de leur choix. Beaucoup sombrent dans la criminalité. Un projet de la DDC prévient cette dérive dans de grandes villes du Honduras. Il offre aux jeunes des quartiers populaires la possibilité de suivre des formations brèves – pour devenir par exemple mécanicien sur moto, menuisier ou coiffeur. L'objectif est clair : il s'agit de renforcer les systèmes éducatifs et d'accroître les chances des jeunes d'obtenir un travail décent et un revenu, pour éviter qu'ils ne rejoignent des gangs et se laissent happer par la spirale de la violence. Ailleurs, les activités ciblent d'autres groupes défavorisés : un projet de la DDC vise à améliorer les perspectives des réfugiés dans le camp de Kakuma, au nord-ouest du Kenya, mais également celles d'habitants très démunis vivant à proximité (voir page 14).

Renforcer différentes formes de participation

Protéger les jeunes en danger et victimes de discrimination ne suffit pas. Il faut leur permettre d'être actifs au sein de la société. Des interventions par des canaux très différents – comme les droits de l'homme, la démocratie, l'éducation de base et la formation professionnelle – peuvent favoriser cette participation. En Éthiopie, Helvetas organise par exemple des Parlements des jeunes, où ces derniers débattent de sujets politiques. « Ils acquièrent ainsi des connaissances pratiques du système politique et se préparent à assumer des responsabilités par la suite », résume Ben Blumenthal, chef de l'équipe Gouvernance et paix chez Helvetas. Ce projet permet d'ailleurs aussi à la génération plus âgée de comprendre le fonctionnement d'un Parlement.

L'informatisation et Internet constituent également de nouvelles formes de participation. Les nouvelles technologies ne sont toutefois pas à la portée de tous : dans les pays européens, environ 90% des jeunes de 15 à 24 ans connaissent bien les appareils et outils informatiques ; en revanche, la proportion n'est que de 30% à l'échelle mondiale et chute même à 10% en Afrique subsaharienne. Or, Internet donne accès à toutes sortes d'informations, que ce soit sur des programmes de for-



P. Crooker/Archivato/af



Pieter Ten Hoopen/WU/af



Holland. Hoogte/af

L'exploitation et les abus dont sont victimes les jeunes prennent diverses formes. Exemples : travail d'enfants (comme ces vendeurs de journaux en Bolivie), mariage précoce (ici en Inde) ou enfants-soldats (ici en Indonésie).

mation, des offres d'emploi ou des questions liées à la santé.

Selon le *Rapport sur le développement humain 2015*, publié par le Programme des Nations Unies pour le développement, plus de 3 milliards d'individus ont accès à Internet. Si cet accès était aussi généralisé dans les pays en développement qu'il l'est dans les pays riches, 140 millions d'emplois supplémentaires pourraient être créés, dont 40 millions en Afrique et 65 millions en Inde. Suzanne Grant Lewis, directrice de l'Institut international de planification de l'éducation, fondé par l'Unesco, est claire à ce sujet : «Lorsqu'ils quittent l'école, les jeunes doivent savoir où obtenir ou trouver des informations, mais aussi être capables de distinguer le vrai du faux.» Pour cela, Internet et le savoir numérique sont indispensables.

Il faut 600 millions de nouveaux emplois

Le plus grand défi à relever pour satisfaire ces jeunes tient en deux mots : formation et emploi. Dans son *Rapport sur l'état de la population mondiale 2014*, l'UNFPA estime qu'il faudra créer quelque 600 millions d'emplois au cours de la décennie à venir si l'on veut réduire le chômage des jeunes et absorber tous ceux qui arriveront sur le marché du travail.

Actuellement, les jeunes représentent près de 40% des chômeurs officiellement enregistrés sur la planète. Dans les pays en développement, environ 60% d'entre eux n'ont ni travail ni formation, ou occupent des emplois précaires – c'est-à-dire très mal rémunérés et n'offrant pratiquement aucune protection sociale. Leur fournir du travail ne suffit donc pas. Il faut que les emplois soient productifs

Il y a travail et travail

Sur la planète, environ 1,6 milliard de personnes sont salariées ; presque autant sont actives dans l'agriculture ou exercent une activité indépendante. Environ 1,5 milliard d'individus travaillent dans des conditions précaires (sans contrat ni protection sociale, bas salaires). Quelque 820 millions de travailleurs gagnent moins de 2 dollars par jour. Dans les pays en développement, la formation et l'économie informelles (où il n'y a par exemple ni contrat ni supervision étatique) sont plutôt la règle que l'exception. Au niveau mondial, près de 80% des hommes ont un emploi, alors que ce taux est de moins de 50% chez les femmes.



Sven Torfinn/Alf

Le savoir numérique ainsi que l'accès à Internet, et donc aux informations, revêtent une importance croissante pour les jeunes dans le monde entier – ici à Nairobi, au Kenya.

Accent sur la formation

Chaque année, le budget de la DDC alloue 40 à 50 millions à la formation professionnelle et 60 à 70 millions à l'éducation de base. Ces montants comprennent également une contribution au Partenariat mondial pour l'éducation. La DDC met l'accent sur l'accès des groupes défavorisés (les femmes, les plus démunis, les personnes marginalisées, etc.) à des formations qui s'inspirent des avantages comparatifs de la Suisse (formation plurilingue, système décentralisé). Le Conseil fédéral prévoit d'accroître d'environ 50% les fonds destinés à l'éducation de base et à la formation professionnelle durant la période 2017-2020.

et décents. Dans son rapport *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2016*, l'Organisation internationale du travail (OIT) appelle à redoubler d'efforts pour «lutter contre les inégalités en créant des emplois en plus grand nombre et de meilleure qualité».

En d'autres termes, le travail revêt bien plus qu'une dimension économique. Il peut renforcer l'égalité des sexes. Il facilite la participation au sein de la société. En outre, il fait naître un sentiment de dignité et accroît l'estime de soi. «Le travail confère aux jeunes un statut et leur garantit une existence digne. C'est la condition indispensable pour fonder une famille et avoir son propre chez-soi», remarque Philip Puyo, responsable pour l'Unicef au sein de la DDC.

De l'enfance à l'exercice d'un métier valorisant, le parcours passe par la case «formation». Les jeunes le savent parfaitement. Selon une enquête mondiale réalisée par l'ONU, une bonne formation est pour eux la priorité absolue. Elle précède la santé et la sécurité alimentaire dans la liste de leurs préoccupations. C'est pourquoi l'Agenda 2030 pour le développement durable inclut expressément non seulement les enfants, mais tous les jeunes, dans ses objectifs en matière de formation.

Des passerelles entre les niveaux de formation

Des progrès notables ont été enregistrés concernant l'accès des filles et des garçons à l'école primaire. Toutefois, la qualité de l'éducation laisse à désirer. D'une part, environ 250 millions d'enfants dans le monde ne savent ni lire ni compter – alors que 130 millions d'entre eux sont allés à l'école pendant quatre ans au moins. Souvent, le système éducatif manque d'infrastructures, de matériel scolaire et d'enseignants compétents.

D'autre part, beaucoup d'enfants et de jeunes abandonnent leur scolarité un jour ou l'autre pour diverses raisons : l'école coûte trop cher, le trajet pour s'y rendre est trop long ou alors ils doivent travailler pour contribuer au revenu familial. «Le passage d'un niveau d'éducation à un autre constitue toujours un moment critique, c'est là qu'il faut construire des ponts», relève Philip Puyo. Dans ce domaine, la Suisse apporte son expérience particulière, comme le souligne Valérie Liechti, spécialiste de l'éducation au sein de la DDC : «Nous possédons un système éducatif souple, plurilingue, qui offre des passerelles et des liens entre les différents niveaux. Nous faisons valoir ces atouts dans le dialogue politique avec nos pays partenaires.» La DDC

redéfinit actuellement sa stratégie en matière éducative. «L'un des objectifs consiste à établir un lien plus étroit entre l'éducation de base et la formation professionnelle. Aujourd'hui, nous avons encore trop tendance à séparer des éléments qui doivent constituer un tout», constate M^{me} Liechti.

Enseigner les connaissances appropriées

L'école et la formation ne sont cependant pas une garantie de succès. Il arrive fréquemment que la formation ne transmette pas les compétences qui sont demandées sur le marché du travail. «Dans l'esprit de la formation professionnelle duale pratiquée en Suisse, nous essayons toujours de faire le lien entre système éducatif, économie et société», note Brigitte Colarte-Dürri, spécialiste de la formation professionnelle à la DDC. Le projet Vela, au Laos, en est un exemple (voir page 16). Il englobe formation artisanale, bourses pour les plus démunis et modernisation du système éducatif.

Les projets pour l'emploi des jeunes que la DDC réalise dans les Balkans occidentaux visent des objectifs similaires : «En Albanie, en Bosnie ou au Kosovo, par exemple, l'éducation de base et la formation professionnelle ne correspondent souvent pas



Johann Rousselet/raif

Les Parlements des jeunes, comme celui-ci en Éthiopie, permettent d'acquérir des connaissances politiques et de se préparer à assumer des responsabilités dans la société.



En s'inspirant du système dual suisse, un projet de la DDC dispense une formation hôtelière à de jeunes Albanais.

assez aux besoins du marché. Nous associons les PME à nos projets, afin de définir des programmes de cours et d'offrir des formations pratiques», indique Alex Widmer, de la section Balkans occidentaux. Cela inclut aussi l'orientation professionnelle, un mentorat pour les groupes défavorisés (par exemple, les Roms) ainsi que des accords entre autorités locales et secteur privé pour créer des places de stage et des emplois. Brigitte Colarte-Dürri précise l'approche générale de ces projets : «Nous essayons d'être présents là où les autorités veulent améliorer les filières existantes. L'objectif est que notre expérience et nos modèles soient à terme intégrés dans les systèmes locaux de formation professionnelle. C'est le seul moyen d'avoir un large impact.»

Dans son *Rapport sur la situation des enfants dans le monde 2011*, l'Unicef affirme que «l'adolescence est l'âge de tous les possibles». Le fait est, toutefois, que les possibilités ne surgissent pas d'elles-mêmes. Nous devons «prendre conscience de l'importance cruciale de cette période formatrice». ■

(De l'allemand)

Le savoir n'est pas tout

Quand les jeunes ne trouvent pas d'emploi et que l'économie recherche en vain des travailleurs, c'est souvent le signe que l'offre de compétences n'est pas adaptée à la demande. La Banque mondiale a mis au point un programme simple pour renforcer les qualifications nécessaires à la croissance et à la productivité. Soutenu par le Secrétariat d'État à l'économie, celui-ci comprend cinq étapes qui vont de l'enfance à l'âge adulte. L'idée de base est que le savoir n'est pas tout. Dès l'enfance, il importe de développer plus spécialement des compétences telles que le travail en équipe, la créativité et l'innovation.

www.worldbank.org, chercher «Stepping Up Skills»

Un problème de qualité dans l'éducation

Le succès de tout système éducatif passe par la définition de priorités politiques et par une planification systématique. L'Américaine Suzanne Grant Lewis, directrice de l'Institut international de planification de l'éducation (IIPÉ), s'en dit persuadée. Entretien avec Jens Lundsgaard-Hansen.



Suzanne Grant Lewis dirige depuis 2014 l'Institut international de planification de l'éducation. Cette Américaine, titulaire d'un doctorat de l'Université de Stanford (États-Unis), a travaillé pendant plus de 25 ans à améliorer l'accès à l'éducation dans les pays en développement. Elle s'est concentrée sur la politique et la planification de l'éducation en Afrique. M^{me} Grant Lewis a également enseigné la politique internationale de l'éducation à l'Université de Harvard, œuvré dans la philanthropie privée, développé et dirigé des programmes de recherche sur l'éducation et publié des textes sur divers sujets scientifiques. Hormis aux États-Unis, elle a vécu au Kenya, en Tanzanie, en Namibie, au Malawi et en France.

Un seul monde: La planète compte 1,8 milliard de jeunes, qui vivent pour la plupart dans les pays en développement. Tous voudraient un emploi et un avenir. Réaliseront-ils ce rêve?

Suzanne Grant Lewis: C'est là un défi énorme. Dans certains pays, on a espéré transformer l'augmentation du nombre de jeunes en un « dividende démographique ». Cependant, l'élan économique a souvent manqué de vigueur et il semble que ce dividende ne soit pas si facile à dégager. Pour y parvenir, une formation de qualité et axée sur les besoins constituerait un facteur clé.

Les Objectifs du Millénaire pour le développement ont permis de réaliser des progrès évidents en matière d'éducation dans les pays pauvres. N'est-il pas possible de transformer ces résultats en emplois?

Les gens pensent parfois que l'éducation résoudra le problème du chômage. Mais le système éducatif ne crée pas d'emplois. Il faut plutôt se demander si nos écoles préparent les enfants à la vie qui les attend après leur scolarité. À de nombreux égards, la réponse est non. Nous devons donc tout faire pour remédier à cette situation.

Qu'est-ce qui ne marche pas?

En sortant de l'école, nombre d'enfants ne savent ni lire ni compter. Nous avons donc un problème de qualité et celui-ci est lourd de conséquences. Sans connaissances de base en lecture et en mathématiques, les jeunes auront de la peine à trouver un emploi et à subvenir à leurs besoins. Il leur sera aussi difficile d'atteindre des objectifs en matière de santé ou de comprendre le changement climatique.

Faut-il donc se concentrer davantage sur la formation de base?

Certes, mais pas seulement. Plus on s'élève dans le système éducatif, plus on s'aperçoit que le monde a évolué. De quelles compétences cognitives et sociales les jeunes ont-ils besoin? Ils doivent quitter l'école en étant capables de faire preuve d'esprit critique. Ils doivent savoir où obtenir des informations et comment distinguer le vrai du faux.



Les écoles – comme ici en Côte d'Ivoire – préparent-elles les enfants à la vie qui les attend après leur scolarité?

Faites-vous allusion, en l'occurrence, à l'univers numérique?

Oui, l'éducation numérique est essentielle pour les jeunes, tout comme l'accès aux informations numériques. Mais nous parlons aussi de valeurs sociales et d'un civisme mondial. Les jeunes doivent savoir qu'ils ont des droits et des devoirs. La formation ne doit pas nous préparer seulement à exercer une profession unique, mais également à apprendre tout au long de la vie.

Comment passer de la théorie à la pratique et mettre en place la formation dont les jeunes ont vraiment besoin?

En planifiant, bien sûr. À l'IIPÉ, c'est notre cœur de métier. Une planification systématique implique des échanges avec les milieux politiques pour définir les

priorités. La première étape consiste à analyser le système éducatif existant. Quels sont ses points forts et ses faiblesses? Quelles inégalités règnent dans le pays? Il y a des disparités entre les sexes, mais à celles-ci viennent se superposer des écarts entre les régions. De plus, beaucoup de pays comptent différents groupes linguistiques et des populations marginalisées. Pour fixer des priorités, nous devons comprendre ces inégalités.

vés qui assurent la formation professionnelle. Nous apportons par ailleurs un appui direct aux gouvernements.

Avez-vous des informations concernant les effets d'une planification systématique de la formation?

Pour planifier, nous utilisons des stratégies et des objectifs. Naturellement, nous voulons savoir quels



Dans bien des régions du monde – notamment en Inde (ci-dessus) –, la formation professionnelle n'est pas assez développée.

Obtenez-vous ainsi un plan applicable?

Non. Nous devons amener les membres des différents ministères à dialoguer. Un excès de planification finit par ressembler à une liste d'achats : nous voulons ceci, nous voulons cela, etc. Il faut aussi définir les priorités en fonction de l'argent disponible. Nous devons impliquer ceux qui seront appelés à mettre en œuvre le plan, c'est-à-dire consulter tous les acteurs, y compris les enseignants et les parents. Ma longue expérience m'a appris que même des plans élaborés avec soin peuvent échouer lors de la mise en œuvre.

Quelle importance revêt la formation professionnelle?

Si nous voulons l'élargir, une planification est nécessaire. Dans bien des régions du monde, la formation professionnelle n'est pas assez développée. C'est pourquoi nous avons lancé en novembre dernier un nouveau programme au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Mauritanie et au Sénégal. Nous offrons une plateforme aux milieux publics et pri-

sonnent les résultats, d'où la nécessité d'un suivi. Nous aidons les gouvernements à mettre en place les systèmes requis et à analyser les données, afin qu'ils les vérifient et adaptent au besoin les objectifs. Pour nous, la planification n'est pas statique.

Quelles sont les conséquences concrètes des programmes de l'IIPE?

En 2014 et en 2015, l'IIPE a formé environ 1500 planificateurs dans le domaine de l'éducation, dont 47% viennent d'Afrique et 36% sont des femmes. Un millier d'employés de ministères ont bénéficié d'un mentorat. Des planificateurs cambodgiens sont également venus suivre un cours de formation ici, à Paris. Ils nous ont ensuite demandé de mettre sur pied un tel programme au Cambodge. Ensemble, nous avons alors adapté le contenu et le matériel d'enseignement à leurs besoins. Notre stratégie vise également à renforcer des instituts locaux de formation, afin d'avoir un plus large impact. ■

(De l'anglais)

Un institut d'envergure mondiale

Fondé en 1963 en tant qu'organe de l'Unesco, l'Institut international de planification de l'éducation (IIPE) a son siège à Paris et possède des bureaux régionaux à Buenos Aires et à Dakar. Il offre des cours de formation et des coopérations techniques aux États membres de l'organisation. L'IIPE réalise des projets de recherche appliquée et sert de plateforme pour la diffusion de connaissances (publication de livres et d'autres documents, bibliothèque, apprentissage en ligne, etc.). Il gère le portail Planipolis (planification et politique de l'éducation) et vient de lancer un nouveau portail d'apprentissage. La DDC lui verse une contribution de 6 millions de francs pour la période 2014-2017.

www.iipe.unesco.org

Formation pour tous à Kakuma

Les immenses camps de réfugiés de Dadaab et Kakuma sont installés dans des zones frontalières arides du Kenya. Plusieurs centaines de milliers de personnes y vivent, certaines depuis 25 ans. Grâce à un projet de la DDC, des résidents de Kakuma peuvent suivre une formation professionnelle et acquérir des compétences sociales et économiques – autant de clés pour un avenir meilleur.



Sven Torfinn/Art

Environ 600 000 réfugiés au Kenya

En 2015, le HCR a recensé plus de 65 millions de personnes déracinées dans le monde (réfugiés, déplacés internes et requérants d'asile), un chiffre jamais atteint depuis la Seconde Guerre mondiale. La Turquie, le Pakistan, le Liban, l'Iran, la Jordanie, l'Éthiopie et le Kenya en accueillent la majeure partie. Au Kenya, on compte environ 600 000 réfugiés, dont 356 000 dans le camp de Dadaab et 185 000 dans celui de Kakuma. Au niveau mondial, deux tiers des réfugiés et des personnes déplacées vivent non pas dans des camps, mais en milieu urbain. De ce fait, les pays hôtes et les autorités locales ont de grandes difficultés à leur fournir une assistance minimale en termes d'éducation, de santé et d'emploi.

(jlh) «La durée de séjour moyenne dans les camps de réfugiés, au niveau mondial, est actuellement de 17 ans», rappelle Martina Durrer, chargée de programme pour la Corne de l'Afrique à la DDC. Ce qui débute comme une soudaine catastrophe humanitaire, lorsque les gens sont chassés de chez eux, risque de devenir un état permanent dans les camps. Il est donc nécessaire de combiner les approches de l'aide humanitaire et de la coopération au développement : les réfugiés ont besoin de perspectives, de travail et d'un revenu, afin de ne pas être totalement dépendants de l'aide extérieure. C'est ainsi que la DDC conçoit un projet mené dans le camp de Kakuma, au nord-ouest du Kenya, qui abrite quelque 185 000 réfugiés. Le but est de transmettre aux résidents diverses compétences pratiques, afin de leur donner une meilleure maîtrise de leur vie et une certaine indépendance, que ce soit dans le

camp ou dans leur pays – le jour où ils pourront rentrer chez eux.

Ni indemnités ni repas gratuits

Comme le fait également remarquer Martina Durrer, «il arrive souvent que des camps de réfugiés situés dans des zones périphériques deviennent de véritables pôles économiques». C'est le cas de Kakuma. Pour la population locale, dont les conditions de vie sont parfois encore plus dures que celles des réfugiés, cela comporte plusieurs avantages. Grâce aux réfugiés, de nouveaux marchés apparaissent, les échanges commerciaux s'intensifient et on construit certaines infrastructures. D'un autre côté, le camp représente une concurrence pour des ressources rares, comme l'eau ou le bois de feu. Si les réfugiés ne sont pas autorisés à s'intégrer sur le marché du travail local, la population indigène, elle, n'a pas droit

aux prestations d'aide qui sont destinées aux réfugiés.

Pour désamorcer les tensions, le projet «Skills for Life» est ouvert aussi bien aux résidents du camp qu'à la population locale. La participation est entièrement volontaire. Il n'y a ni indemnités ni repas gratuits. Seule compte la volonté des participants d'améliorer leur situation personnelle.

La DDC collabore avec des partenaires locaux et internationaux. Elle a confié la gestion opérationnelle du projet à Swisscontact, qui réalise depuis

tion des finances, la santé et la prévention. Le projet vise à leur offrir une formation complète, pour qu'ils puissent gagner aussi vite que possible un premier revenu et, idéalement, fonder une petite entreprise avec d'autres membres du groupe. À l'issue de la formation, qui dure quatre à cinq mois, les participants ont acquis de nombreuses connaissances et sont titulaires d'un certificat. Ensuite, ils bénéficient d'un encadrement pendant quelques mois, jusqu'à ce qu'ils puissent voler de leurs propres ailes.



DDC



Jocao Siva/NYF/Redux/laif

Au sein de groupes d'apprentissage, des jeunes de l'intérieur et de l'extérieur du camp acquièrent des compétences professionnelles et se préparent à une activité indépendante.

longtemps des programmes de formation professionnelle dans les pays en développement. Selon Katrin Schnellman, porte-parole de cette fondation suisse, «le défi consiste à adapter l'approche duale de l'apprentissage aux réalités locales de chaque pays». Un autre partenaire clé est le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, responsable à l'échelle mondiale de la gestion des camps et de la prise en charge des réfugiés. Il coordonne le travail des autres organisations actives sur place.

Gagner sa vie dès que possible

Après une analyse du marché, menée avec les autorités locales et le secteur privé, la phase pilote a démarré en automne 2013. Elle dure jusqu'à l'été 2016. Il s'agit de dispenser une formation sur le tas, informelle et peu coûteuse. Le projet met sur pied des groupes d'apprentissage qui comprennent des personnes présentant un profil similaire (intérêts, âge, formation). Il s'adresse aussi bien aux jeunes qu'aux adultes, aux femmes qu'aux hommes.

Douze cours spécialisés sont proposés – de l'agriculture à la réparation d'ordinateurs et de téléphones portables, en passant par la maçonnerie, la gestion des déchets, la blanchisserie ou le tissage. Chaque groupe travaille sur l'un de ces thèmes. En complément, les participants suivent une formation de base en lecture et en calcul. Ils acquièrent également des compétences économiques et sociales dans des domaines comme l'entrepreneuriat, la ges-

Une phase pilote concluante

Une évaluation indépendante, menée en 2015, a constaté que la phase pilote s'était bien déroulée. Le comité de pilotage du projet – dans lequel sont représentés le gouvernement local, l'ONU, les organisations partenaires et les bénéficiaires – est parvenu à la même conclusion. La constitution de groupes d'apprentissage, par exemple, a obtenu d'excellentes notes. La proportion de femmes atteint 55%. Durant la prochaine phase, d'une durée de deux à trois ans, le projet devra tirer les enseignements des premières expériences réalisées et consolider l'approche méthodologique.

«Il est très réjouissant de constater que plusieurs groupes d'apprentissage se sont déjà unis pour former de petites entreprises», se félicite Martina Durrer. Certains d'entre eux ont décroché des contrats et des commandes fermes, par exemple pour la gestion des déchets dans le camp et l'entretien de l'équipement informatique du gouvernement local.

«Sur la base du projet pilote de Kakuma, nous voulons élaborer un modèle de formation professionnelle qui pourra ensuite être reproduit de manière modulable dans d'autres camps de réfugiés», explique M^{me} Durrer. «Nous espérons y parvenir d'ici la fin de la prochaine phase. Les choses sont en bonne voie.» ■

(De l'allemand)

De meilleures perspectives pour Viengsavanh

Un projet cofinancé par la Suisse et l'Allemagne permet à de jeunes Laotiens, en particulier à ceux issus des milieux défavorisés, d'apprendre des métiers artisanaux. Il appuie également la réforme et la modernisation du système national de formation professionnelle.



Photo: Thevongs/DDC

Après avoir suivi une formation d'assistante en cuisine, ces jeunes Laotiennes auront plus de chances de trouver un emploi.

Une mosaïque ethnique

Le Laos compte environ 7 millions d'habitants. Par le passé, la population était subdivisée en trois grands groupes ethniques – Lao Loum, Lao Theung et Lao Soung –, divisés chacun en une quantité de sous-groupes. Aujourd'hui, l'État reconnaît officiellement 49 ethnies. Parmi celles-ci, les Suay totalisent environ 40 000 personnes et vivent principalement dans la province de Saravane, au sud du pays. Ils font partie du groupe linguistique môn-khmer. En effet, les langues sont elles aussi réparties en plusieurs groupes, comprenant chacun divers dialectes. Leur répartition est conditionnée par la situation géographique (vallées fluviales, hauts plateaux, montagnes).

(jlh) « Grâce à ma formation de couturière, je peux maintenant confectionner, même sans machine à coudre, des robes, des jupes et des blouses », se réjouit Viengsavanh. Cette jeune femme de 19 ans, membre d'une famille suay, voudrait fonder plus tard une petite entreprise avec ses économies et s'assurer ainsi son propre revenu. Elle fait partie des quelque 300 élèves qui ont déjà achevé une formation à l'école professionnelle de la province de Saravane. Cet établissement propose des cours dans les domaines suivants : cuisine, horticulture, élevage, électricité, réparation de petits moteurs, construction, menuiserie et couture. Douze écoles professionnelles et techniques sont regroupées au sein d'un projet mené depuis 2014 par l'agence allemande de coopération GIZ, sur mandat de la DDC et du gouvernement allemand. La GIZ collabore étroitement avec le ministère laotien de l'éducation ainsi qu'avec les autorités et les entreprises locales.

Des bourses aux jeunes défavorisés

Deux tiers des habitants du Laos vivent avec moins de 2 dollars par jour. L'agriculture occupe 70% de la population active. Quelque 300 000 Laotiens travaillent en Thaïlande voisine, alors que le pays accueille environ 100 000 travailleurs étrangers, faute

de main-d'œuvre indigène qualifiée. C'est justement ce point que le projet veut corriger. « La GIZ transmet aux jeunes les compétences nécessaires à un développement économique durable », explique Andrea Siclari, chargé de programme à la DDC. « La Suisse a tenu à ce que le projet prenne en compte les aspects de la réduction de la pauvreté et des minorités ethniques. »

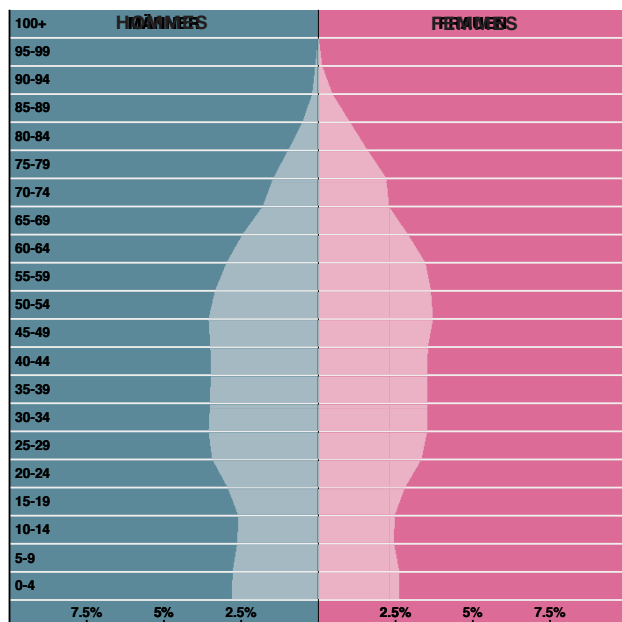
D'ici 2018, pas moins de 2000 jeunes devraient avoir complété leur cursus par un stage pratique en entreprise. Et 10 000 autres, issus de milieux défavorisés, auront suivi des formations de courte durée. Environ 45% d'entre eux sont des femmes. L'apprentissage axé sur la pratique n'est que l'une des trois composantes principales du projet. « Un autre volet important est l'octroi de bourses aux jeunes marginalisés pour qu'ils puissent avoir accès à des formations formelles », complète Barbara Jäggi Hasler, vice-directrice du bureau de coopération suisse au Laos. Ce projet vise également à soutenir la réforme de la formation professionnelle au Laos. Jusqu'ici, les formations techniques ne sont pas bien considérées dans ce pays. Il est fort possible que le projet améliorera leur réputation. ■

(De l'allemand)

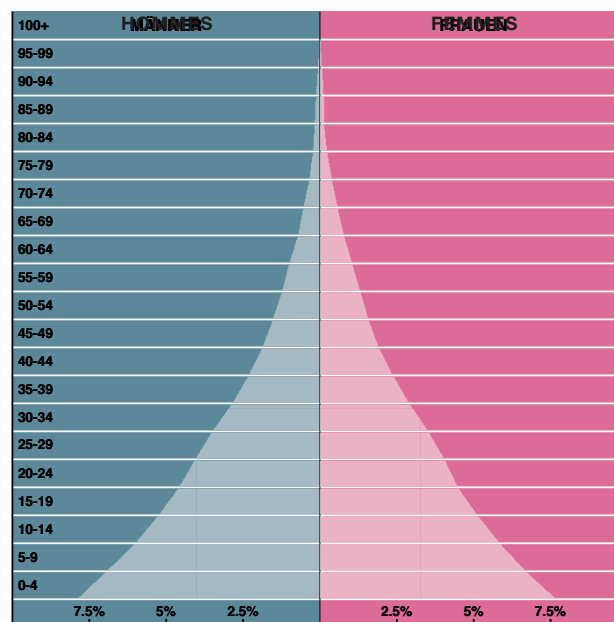
Faits et chiffres

Jeunes et vieux inégalement répartis

Si l'expression « courbe démographique » rime avec vieillissement de la société en Europe, elle signifie tout le contraire dans les pays en développement. Les jeunes de moins de 20 ans représentent 10% de la population en Europe, contre 26% en Afrique. Quant aux 45-65 ans, leur proportion est de 14% sur le Vieux Continent, mais de 6% seulement en Afrique, où les personnes de cette tranche d'âge sont quatre fois moins nombreuses que les jeunes. Les défis démographiques des deux continents sont donc totalement différents.



Europe : 13,3% de la population a moins de 25 ans (2016).



Afrique : 30,1% de la population a moins de 25 ans (2016).

Source : www.populationpyramid.net

Chiffres clés

- La majorité de la population mondiale n'a pas encore atteint l'âge de 30 ans. Dans 17 pays en développement, la moitié des habitants ont même moins de 18 ans.
- Chaque jour, 39 000 jeunes filles de moins de 18 ans se marient.
- Près d'un milliard de personnes travaillent dans l'agriculture. Environ 500 millions de familles paysannes produisent 80% des denrées alimentaires nécessaires pour nourrir la population mondiale.
- En Europe, 25% des entreprises déplorent l'insuffisance des compétences des candidats sur le marché du travail ; en Afrique subsaharienne et en Asie de l'Est, la proportion se situe entre 40 et 50%.
- Au niveau mondial, 46% des travailleurs occupent des emplois caractérisés par une faible productivité et assortis d'une mauvaise couverture sociale ; en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, la proportion dépasse même 70%.
- Plus de 100 millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans dans le monde sont analphabètes.

Les jeunes sont avides de formation

Dans un sondage mondial en ligne, l'ONU a demandé à des personnes de tout âge quels étaient leurs désirs et leurs priorités pour l'Agenda 2030. Environ 7,5 millions de jeunes de moins de 30 ans ont donné leur avis. « Une bonne éducation » est clairement la première de leurs préoccupations. Elle est suivie, aux deuxième et troisième rangs, par « un meilleur système de santé » et « de meilleurs emplois ». Chez les moins de 15 ans, ces deux dernières priorités sont inversées : elles occupent respectivement le troisième et le deuxième rangs. www.myworld2015.org

Sources et liens

- Pnud : *Rapport sur le développement humain 2015 – Le travail au service du développement humain*, www.undp.org
- Unicef : *La situation des enfants dans le monde 2011*, www.unicef.org
- UNFPA : *Le pouvoir de 1,8 milliard d'adolescents et de jeunes et la transformation de l'avenir – État de la population mondiale 2014*, www.unfpa.org
- OIT : *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2016*, www.ilo.org

Une armée de fonctionnaires improductifs

L'Égypte doit atteindre d'ici 2030 d'ambitieux objectifs de développement. Ses 7 millions de fonctionnaires constituent l'un des principaux obstacles sur cette voie. Des réformes radicales sont incontournables. L'État devra appliquer désormais les recettes du secteur privé. Beaucoup de ses employés craignent de perdre des privilèges acquis de longue date. D'Astrid Frefel*.



Des milliers de dossiers s'empilent dans le centre de services administratifs de Gizeh, près du Caire. C'est à ce bureau que les citoyens doivent s'adresser pour obtenir un permis de construire ou l'autorisation d'ouvrir un magasin, par exemple.

Tout hôte officiel de l'Égypte se voit présenter la Vision 2030. Ce document a été dévoilé pour la première fois à Charm el-Cheikh, lors d'une conférence économique internationale, avec force graphiques en couleur et images idylliques. L'Égypte de 2030 est un État moderne, démocratique et civil, où les habitants mènent une vie heureuse, sûre et stable : la croissance atteint 12% (contre 3,5% aujourd'hui), la part de l'économie privée a augmenté de 60 à 75%, le chômage est tombé de 13 à 5% et la pauvreté a diminué presque de moitié, passant de 26,3% à 15%.

Plus de dommages que de bienfaits

Pour atteindre ces objectifs ambitieux, il faut des investissements considérables. Or, le contexte actuel n'attire pas les investisseurs. Économistes et organisations internationales l'affirment depuis des années : les dysfonctionnements de la bureaucratie constituent le principal obstacle. En d'autres termes, les dommages sont souvent plus importants que les bienfaits, car l'administration est inefficace et la cor-

ruption largement répandue. La bureaucratie n'est pas seulement une source d'irritation dans la vie de tous les jours. Elle complique aussi le travail des hommes d'affaires et a des conséquences négatives sur la compétitivité de l'économie. Il faut compter 189 jours pour enregistrer une société individuelle. Cette démarche comporte 86 étapes et coûte plus de 1000 francs.

«Le gouvernement doit lutter contre la corruption et les méthodes de travail obsolètes. En 2016, un fonctionnaire s'embourbe encore dans un dossier vieux de trente ans, avant d'annoncer au requérant qu'il doit s'adresser à un autre bureau.» Cette lettre de lecteur n'a rien d'exagéré. Un coup d'œil jeté dans les sous-sols du ministère de l'agriculture suffit à s'en convaincre : des centaines de milliers de dossiers s'entassent dans des pièces obscures, reliées par d'interminables couloirs, où s'affairent des centaines d'employés. La bureaucratie en Égypte, ce sont avant tout des gens. La fonction publique compte 7 millions d'employés. À lui seul, le ministère de

l'agriculture emploie plus d'un million de collaborateurs. Concrètement, cela signifie qu'un fonctionnaire est au service de treize habitants seulement. Cette proportion est très faible, comparée à d'autres pays. En Indonésie, ce sont 54 habitants, au Maroc 38 et en Malaisie 21. Les salaires versés aux fonctionnaires représentent presque un tiers du budget de l'État. Ils ont augmenté de 16% ces trois dernières années.

«... que le gouvernement met en œuvre sa politique sociale. Face au renforcement de la crise économique et à la concurrence accrue des forces du marché, le secteur public devait se protéger. Survivre est devenu sa véritable raison d'être. »

La conception patriarcale de l'État, héritée de Nasser, reste fortement ancrée dans l'esprit des Égyptiens. Un emploi de fonctionnaire, même mal rémunéré, est un gage de sécurité, car de tels contrats

L'Égypte en bref

Nom
République arabe d'Égypte

Capitale
Le Caire (environ 20 millions d'habitants)

Superficie
Un million de km², dont seuls 4% sont fertiles, le long du Nil et dans son delta

Population
Environ 90 millions d'habitants, dont la moitié ont moins de 24 ans

Langue
Arabe

Religions
Musulmans (sunnites) 90%
Chrétiens (coptes orthodoxes principalement) 10%

Espérance de vie
Hommes 71 ans
Femmes 76 ans

Pauvreté
Avec un PIB de 3210 dollars par habitant, l'Égypte se situe dans la tranche inférieure des pays à revenu intermédiaire. Un quart de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, fixé à 2 dollars par jour.

Économie
Depuis la révolution du printemps 2011, le tourisme, jusqu'alors moteur de l'économie, s'est effondré. Il a perdu 900 000 emplois. Actuellement, le taux de croissance avoisine encore 3,5%.



Les manifestations sont de plus en plus fréquentes dans les grandes villes d'Égypte – ici au Caire. La population descend dans la rue pour exprimer son mécontentement ou protester contre la politique menée par le président al-Sissi.

Substitut de politique sociale

« Cette bureaucratie est l'héritage de soixante ans de socialisme qui ont marqué la façon de gouverner et l'économie », affirme l'économiste Sherif El Diwany. « L'industrialisation et la modernisation ont été largement portées par l'État. Après avoir perdu la guerre contre Israël en 1967, celui-ci s'est efforcé d'améliorer les conditions sociales afin de retrouver sa crédibilité. Mais les ressources sont limitées. La politique socialiste a surtout amené l'appareil étatique à gérer la pénurie, ce qui a encore favorisé la corruption. »

Ancien cadre du Forum économique mondial et directeur jusqu'à récemment du Centre égyptien d'études économiques, Sherif El Diwany analyse ainsi la situation actuelle : « Malgré les premières étapes de l'ouverture et l'espace laissé au secteur privé, l'essor économique n'a pas eu lieu, même sous Moubarak dans les années 90. À titre de compensation, on a créé des emplois dans l'administration. Aujourd'hui encore, c'est à travers la fonction pu-

ne sont quasiment pas résiliables. Le salaire minimum s'élève à 1200 livres égyptiennes (environ 150 francs). Le salaire maximum a été fixé à 42 000 livres (5250 francs), soit 35 fois plus. Il existe un véritable marché des postes à pourvoir dans la fonction publique. Récemment, une connaissance a payé l'équivalent de 2000 francs pour obtenir un emploi dans un ministère. Cet homme n'y fait toutefois que de brèves apparitions. Il travaille comme chauffeur privé pour une famille.

Jusque dans les années 80, tous les diplômés des universités d'État étaient sûrs de pouvoir travailler pour l'État. Après la révolution de 2011, les gouvernements successifs ont réagi aux manifestations en engageant 600 000 personnes à temps partiel. Aujourd'hui encore, les étudiants achevant un master ou un doctorat se réfèrent à une décision prise en 2002 par le conseil des ministres, qui établit leur droit à un poste. Ils manifestent régulièrement devant le siège du gouvernement, au centre du Caire, pour réclamer des emplois bien rémunérés.





Jonathan Albery/Palais/Bar

Environ un quart des Égyptiens vivent au-dessous du seuil de pauvreté, soit avec moins de 2 dollars par jour.

Un million serait-il suffisant ?

Il est indéniable qu'une réforme de la fonction publique s'impose. Le président Abdel Fattah al-Sissi lui-même a suscité l'inquiétude des fonctionnaires en affirmant que le nombre d'un million serait suffisant. Une autre fois, il a déclaré qu'un quart des employés d'État sont superflus. Ces chiffres ne sont pas irréalistes. Selon Sherif El Diwany, on pourrait prendre la Turquie comme référence : ce pays, comparable à l'Égypte par sa taille et sa population, emploie 600 000 fonctionnaires.

Même le chef de l'administration centrale a reconnu que la moitié des employés d'État, au moins, sont improductifs. Dans un premier temps, il ne s'agit cependant pas de supprimer des postes, mais de professionnaliser le personnel et de mieux utiliser les ressources existantes. À cet effet, la réforme de l'administration doit s'appuyer sur une stratégie résolument nouvelle. Les « calmants », dont la politique égyptienne est coutumière, ne suffisent plus, a constaté le ministre de la planification. Une nouvelle loi doit mettre en place une bureaucratie efficace, caractérisée par son professionnalisme, sa transparence, son équité et sa capacité d'adaptation. Une telle administration devrait offrir des prestations de meilleure qualité, générer une plus grande satisfaction au sein de la population et rapprocher le pays de ses objectifs de développement. Elle attachera une grande importance à la formation continue et à la qualification professionnelle.

Les postes de fonctionnaires devront être attribués en fonction des compétences des candidats et dans le cadre de concours centralisés, afin d'éliminer le favoritisme et la discrimination. Les promotions dépendront de la performance. La part fixe du salaire s'élèvera à 80% et la part variable ne dépassera pas 20%. Actuellement, ces proportions sont souvent inversées. En outre, il sera possible de licencier –

quoique très difficilement. L'État utilisera les mêmes critères que le secteur privé pour gérer le personnel.

Une nouvelle loi applaudie

Les économistes ont salué unanimement cette nouvelle loi, car elle devrait créer un environnement de travail compétitif. En revanche, les protestations des principaux intéressés ne se sont pas fait attendre. Les fonctionnaires craignent pour leurs privilèges, acquis de longue date. Jusqu'ici, ils avaient l'habitude d'obtenir les meilleures évaluations et de bénéficier de promotions automatiques basées sur l'ancienneté. Comme dans toute réforme, il y aura des perdants et des gagnants. Sherif El Diwany est convaincu que la majorité des fonctionnaires y gagneront. Selon ses estimations, 10% d'entre eux profitent de la corruption pour arrondir leurs fins de mois. Les 90% restants attendent un poste qui leur offrira cette possibilité. Cependant, les perdants sont très bien organisés, souligne l'économiste. L'exemple des percepteurs, particulièrement actifs dans les manifestations, le montre bien.

La mise en œuvre de la réforme durera plusieurs années et nécessitera une grande détermination politique, car les fonctionnaires sont traditionnellement de fidèles alliés du régime. Quelques approches positives ont déjà vu le jour. Elles émanent de directeurs administratifs qui cherchent des solutions créatives. De leur côté, les nouveaux diplômés en égyptologie ont exigé que les postes d'égyptologues soient attribués désormais aux plus méritants d'entre eux et par voie de concours. ■

**Astrid Frefel est depuis seize ans correspondante au Proche-Orient pour divers médias suisses et autrichiens. Elle est basée au Caire.*

(De l'allemand)

Un monstre bureaucratique

Le Mogamma est un symbole, mais aussi une caricature, de la bureaucratie égyptienne. Ce bâtiment administratif de quatorze étages, qui regroupe les services au public de divers offices gouvernementaux, se dresse sur la célèbre place Tahrir, au centre du Caire. La construction de ce colosse de style moderniste s'est achevée en 1949, sous le règne du roi Farouk. C'est ici que sont délivrées, par exemple, les autorisations d'établissement. Quelque 30 000 fonctionnaires y travaillent. Chaque jour, 100 000 visiteurs passent d'un guichet à l'autre, afin de régler des formalités administratives. Si tout se déroule selon le calendrier prévu par les autorités du district, le Mogamma sera évacué d'ici mi-2017, ce qui devrait désengorger le trafic au centre-ville.

Sur le terrain avec...

Romain Darbellay, chef sortant du bureau de la coopération suisse au Caire

Chaque jour, aux environs de 18 heures, j'entends un claquement et la porte de mon bureau s'ouvre toute seule. À mon avis, cet étrange phénomène est dû à la baisse de la température, qui crée une tension entre l'intérieur et l'extérieur. Mais certains de mes collègues y voient la manifestation du fantôme qui rôde dans la villa Mosseri. Cette maison de maître, entourée d'un grand jardin, appartenait autrefois à un riche banquier juif du Caire. Quand nous y avons installé nos locaux en 2011, les personnes chargées de son entretien nous ont dit qu'elle était hantée par le fantôme d'Hélène Mosseri, la troisième épouse du propriétaire, laquelle a connu une fin tragique en 1952.

En plaisantant, je rassure mes collègues : « Il n'y a pas de raison d'avoir peur du fantôme. Hélène est sûrement contente que nous redonnions vie à sa maison. » En effet, nous organisons régulièrement de grandes réunions dans l'ancienne salle de bal, notamment avec nos partenaires de la société civile. La villa Mosseri est ainsi devenue un espace de dialogue et d'échanges, où les gens peuvent s'ex-



« Certaines activités, comme la promotion du dialogue politique et des droits de l'homme, sont très risquées en Égypte. »

primer librement, sans craindre d'être épiés par la police. Certaines activités, comme la promotion du dialogue politique et des droits de l'homme, sont très risquées en Égypte. L'un de nos partenaires a d'ailleurs été arrêté en octobre dernier et il est toujours en détention préventive.

Nos projets se concentrent sur la Haute-Égypte, une région rurale et passablement isolée. Pour m'y rendre, j'aime beaucoup prendre le train de nuit qui remonte la vallée du Nil. Le trajet dure quatorze heures. Normalement, on se réveille à Louxor. On traverse la campagne égyptienne au petit matin, en regardant les paysans qui travaillent déjà dans les champs. Le train longe le Nil, déserté par les bateaux de touristes. Vers 10 heures, il arrive à Assouan, la porte de l'Afrique.

Onze pays africains sont traversés par le Nil, mais leurs populations n'ont pratiquement pas de contacts entre elles. C'est pourquoi l'un de nos projets crée des canaux de dialogue pour des musiciens et des étudiants originaires des pays riverains. Il organise des résidences d'artistes, des concerts et des activités académiques. Ce projet emblématique est né d'un quiproquo. Son initiateur, l'ethnomusicologue égyptien Mina Girgis, est venu un jour à la villa Mosseri en quête d'un soutien financier. Je l'ai reçu en le prenant pour quelqu'un d'autre... Toutefois, j'ai trouvé son idée extraordinaire et nous lui avons donné les moyens de la concrétiser.

Nous avons beaucoup d'activités dans le domaine de l'eau. Nous aidons par exemple des paysans à rénover et à entretenir les canaux d'irrigation, des infrastructures vétustes dont l'État ne s'occupe plus depuis des décennies. Les cultivateurs se regroupent en associations, afin de gérer ensemble la répartition de l'eau. Ce projet bénéficie à environ 6000 ménages ruraux qui ont pu augmenter leur production et donc leurs revenus. S'il a pu voir le jour, c'est grâce à un fonctionnaire large d'esprit : ce monsieur a pris l'initiative de nous donner le feu vert, alors que, selon la loi, seul le gouvernement est habilité à entretenir les canaux.

Mon mandat se termine cet été. Je vais prendre la direction du bureau de coopération à Tunis. À vrai dire, je serais volontiers resté plus longtemps ici pour finaliser certains projets et pour voir la direction que prendra le processus de transition. Quitter l'Égypte à un moment où le contexte change constamment me donne l'impression de descendre d'un train en marche. ■

(Propos recueillis par Jane-Lise Schneeberger)

Soutien à la transition

Au lendemain du Printemps arabe, la Suisse a mis sur pied un programme de coopération pour l'Afrique du Nord. Ce dernier accompagne le Maroc, la Tunisie, la Libye et l'Égypte dans leur difficile processus de transition. Il est mis en œuvre par quatre offices fédéraux et porte sur trois axes principaux : démocratisation et droits de l'homme ; développement économique ; migration. En Égypte, la Suisse soutient les défenseurs des droits de l'homme, promeut l'établissement de plateformes de dialogue et s'engage pour un meilleur accès des citoyens à l'information. Dans le domaine économique, elle met l'accent sur la réhabilitation d'infrastructures urbaines et la création d'emplois. En matière de migration, elle veille à ce que les migrants emprisonnés aient accès à des soins de base et aide les autorités à élaborer une législation appropriée.

« Qui sera le prochain ? »

Égyptienne, j'appartiens à la classe moyenne supérieure. Je ne peux toutefois pas m'identifier aux nouveaux riches de mon milieu, ni d'ailleurs aux masses qui forment la majorité de la population. Avec les premiers, je suis mal à l'aise et peu rassurée : ils me reprochent, directement ou indirectement, de m'opposer aux autorités en place. Reprenant la rhétorique conspirationniste du président, ils m'accusent d'être un « agent » qui collabore avec « des puissances étrangères » pour « mettre l'Égypte à genoux ».

Récemment, je me suis rendue à l'étranger pour participer à une conférence sur les droits de l'homme. Avant de partir, j'ai prié mon fils de ne pas parler de mon voyage à ses camarades d'école, car notre communauté déteste les droits de l'homme et les discussions avec des « étrangers » sur des thèmes politiques. Ce n'est pas de la paranoïa. Je sais ce que les gens pensent de moi. Plusieurs l'ont écrit sur leur page Facebook. Ils n'ont pas mentionné mon nom, mais évoqué des détails personnels suffisamment précis. Cela ne me surprend pas. Ils ne font que répéter ce que le président leur dit dans ses discours.

Par chance, ces gens ne sont pas majoritaires. Mais c'est une minorité malveillante qui donne de la voix. Beaucoup d'entre eux ont profité de la corruption qui a précédé la révolution de 2011 – à laquelle j'ai participé. Les autres n'ont rien fait de répréhensible, mais ils se trouvent bien ainsi et veulent éviter tout changement politique susceptible de bousculer leur confort. Ils craignent également que l'Égypte ne devienne « comme la Syrie ou l'Irak », si on laisse des individus tels que moi critiquer ouvertement les autorités.



Sara Khorshid est une journaliste et chroniqueuse égyptienne. Ces treize dernières années, elle a beaucoup écrit sur son pays ainsi que sur les relations entre le monde musulman et l'Occident. Ses articles sont publiés dans de nombreux médias, dont le *New York Times*, le *Guardian*, *Al Shorouk Egyptian Daily*, *Alarabiya.net*, *Al-Monitor* et *Jadaliyya*.

L'autre camp me méprise aussi, mais pour d'autres raisons. Des millions d'Égyptiens vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Ils croient que la révolution – durant laquelle nous avons réclamé « du pain et la justice sociale » – les rendra plus pauvres encore. À leurs yeux, je suis gâtée et riche ; moi et mes semblables, nous sommes bien formés et avons des emplois qui restent inaccessibles à la majorité. Nous avons les moyens d'offrir à nos enfants une éducation de haut niveau. La plupart des gens ont une vie complètement différente. Selon eux, nous nous sommes révoltés et leur avons promis des progrès et des solutions, mais rien de tout cela ne s'est concrétisé. « Laissez au moins la situation telle qu'elle est et n'aggravez pas notre misère. Nous souffrons déjà assez. Tout ce que nous voulons, c'est vivre et laisser vivre. » Voilà ce que m'ont dit plusieurs d'entre eux – le vendeur de légumes au coin de la rue, la dame qui nettoie les toilettes de la piscine où mes enfants apprennent à nager ou encore la femme de ménage qui travaille chez mon pédiatre.

Bien qu'étrangère dans ces deux camps, je ne suis pas complètement seule. La plupart des jeunes, soit un quart de la population, apportent un soutien actif ou passif à la révolution. Les observateurs, locaux et internationaux, reconnaissent que les jeunes n'ont pas voté lors des dernières élections (présidentielles en 2014 et parlementaires en 2015). Je me suis abstenue, moi aussi.

C'était une manière de dire non. Ces dernières années, surtout depuis 2013, les militaires ont renforcé leur mainmise sur la politique et l'économie du pays, et la brutalité policière est encore montée d'un cran. Notre participation n'aurait fait qu'aider le régime à redorer son image et à légitimer des élections de façade. Nous sommes certes unis dans le silence, mais pas rassurés pour autant. Chaque jour, un ami de plus est arrêté ou victime d'une disparition forcée. Le cercle se réduit. Chacun connaît quelqu'un – un ami, un proche ou l'ami d'un ami – qui a été appréhendé ou du moins fouillé sans raison dans la rue. Beaucoup d'entre nous sont déprimés et souffrent du syndrome du survivant : nous avons mauvaise conscience, car nous pouvons passer la nuit chez nous – même si la peur ne nous quitte jamais. Je ne cesse de me poser cette question : « Qui sera le prochain ? » ■

(De l'anglais)



De l'eau potable pour tous

Au début des années 2000, il était presque impossible de trouver un robinet d'eau potable ou des toilettes dignes de ce nom dans les zones rurales de Moldavie. Grâce à un projet de la DDC, environ 40 000 personnes ont désormais l'eau courante à domicile et 14 000 maisons sont reliées à un réseau d'égouts.



Dans le village de Serpeni, la population locale et un ingénieur inspectent le nouveau système d'approvisionnement en eau potable.



(lb) Au lendemain de l'effondrement de l'URSS, les anciennes républiques soviétiques ont coupé le cordon ombilical qui les reliait au gouvernement central de Moscou. La Moldavie était l'une d'elles. Depuis son indépendance, acquise en 1991, ce petit pays se trouve dans un difficile processus de transition. Son système d'approvisionnement en eau potable en est un exemple concret. Durant des années, il a été complètement négligé, en particulier dans les régions rurales du pays. «La situation était désastreuse», explique Thomas Walder, chargé de programme à la DDC. «Nous nous trouvons aux portes de l'Europe, mais nous avons l'impression d'être dans un pays africain en développement.»

Le délabrement du réseau d'eau compromettait la santé des habitants et favorisait la propagation de maladies hydriques. C'est pourquoi l'Aide humanitaire suisse a lancé un projet en 2001 dans le centre du pays. Elle avait pour objectif de relier les communautés rurales à une source d'eau potable et de construire des réseaux d'égouts. En collaboration avec les collectivités et des entreprises locales, une vingtaine de systèmes décentralisés d'approvisionnement en eau ont vu le jour en huit ans. Mais ce n'est pas tout. On a également mis sur pied des coopératives d'utilisateurs dans les villages. Cela a permis d'impliquer la population, de la

responsabiliser et de garantir ainsi le bon fonctionnement des canalisations à l'avenir.

De l'aide humanitaire à la coopération

Dans une deuxième phase, qui a duré de 2009 à 2014, l'intervention humanitaire s'est muée en un projet de développement. La DDC a chargé l'ONG suisse SKAT de poursuivre la construction de conduites d'eau et d'un système d'assainissement. En 2014, environ 40 000 personnes disposaient d'un robinet d'eau potable à la maison, quelque 14 000 maisons étaient équipées de toilettes dignes de ce nom et des latrines sèches Ecosan avaient été installées dans une cinquantaine d'écoles. Au vu de ces excellents résultats, le gouvernement moldave a demandé à la Suisse de lancer une troisième phase. Celle-ci doit s'achever en 2019. «L'objectif principal est de renforcer les compétences locales et de transférer le savoir au ministère responsable, afin de garantir la gestion des installations à long terme», relève Thomas Walder. À ses yeux, ce projet suit une évolution idéale : parti d'une aide humanitaire, il est devenu une coopération au développement et se terminera par la transmission du savoir-faire aux autorités locales. ■

(De l'italien)

La Cendrillon de l'Europe

Avec une superficie de 34 000 km² et 3,5 millions d'habitants, la République de Moldavie est l'un des pays les plus petits et les plus pauvres d'Europe. Le revenu national brut par habitant est d'environ 2 000 dollars et près de 21% de la population vit avec moins de 4,30 dollars par jour. Un million de Moldaves travaillent à l'étranger. Leurs envois de fonds atteignent près de 1,6 milliard de dollars par an, ce qui représente environ 20% du PIB national. Le conflit non résolu en Transnistrie contribue à ralentir la croissance économique du pays. Depuis 1990, la Transnistrie est un État de facto indépendant, mais elle n'est reconnue ni par la Moldavie ni par la communauté internationale. Sa production industrielle est importante. www.dfae.admin.ch, «pays», «Moldavie»

La Mongolie au chevet de ses animaux de rente

Avec 60 à 70 millions de têtes de bétail pour seulement 3 millions d'habitants, la Mongolie aurait largement de quoi exporter de la viande. Pour cela, elle doit toutefois améliorer la santé de son cheptel. Une réforme du système vétérinaire, réalisée avec l'appui de la DDC, permettra de mieux prévenir et combattre les nombreuses maladies qui affectent les animaux.



La formation des vétérinaires mongols est désormais plus axée sur la pratique et sur les besoins réels des éleveurs. Les curriculums ont été adaptés aux normes internationales.

Dégradations dues au surpâturage

En 1990, à la chute du régime communiste, la Mongolie comptait 25 millions d'animaux de rente. Mais ce nombre a presque triplé sous l'effet de la privatisation du bétail, jadis propriété de l'État. Aujourd'hui, la taille excessive du cheptel exerce une forte pression sur la végétation qui n'a plus le temps de se régénérer. On estime que 70 à 80% des pâturages sont dégradés. Pour combattre ce phénomène, un projet de la DDC encourage leur gestion collective par les éleveurs. Organisés en groupes d'usagers, ceux-ci mettent en place des plans de gestion durable. Ils prennent diverses mesures pour préserver les ressources végétales, comme la rotation saisonnière des pâturages, la mise en jachère et la pose de clôtures autour des parcelles destinées à la production de foin.

(jls) Environ 180 000 familles d'éleveurs, ce qui représente pratiquement un tiers de la population mongole, nomadisent avec leurs troupeaux à travers les steppes. Selon des estimations, elles possèdent entre 60 et 70 millions de bêtes (chèvres, moutons, vaches, yaks, chevaux et chameaux), un niveau record dans l'histoire du pays.

Toutefois, ce cheptel est exposé à de nombreuses maladies. Sa mauvaise santé a plusieurs impacts négatifs. D'une part, elle entraîne un manque à gagner pour les éleveurs, du fait que les animaux malades sont moins productifs. D'autre part, les zoonoses, maladies transmissibles à l'homme, constituent une menace pour la santé publique. Enfin, les problèmes sanitaires entravent l'exportation de produits animaux. Vu la taille du cheptel national, la Mongolie pourrait produire beaucoup plus de viande qu'il n'en faut pour nourrir ses 3 millions d'habitants. Elle souhaite en exporter à grande échelle, notam-

ment vers la Chine, mais les exigences des importateurs sont élevées.

Réagir plus rapidement en cas d'épidémie

«Le gouvernement mongol est conscient que pour pouvoir exporter de la viande, il a besoin d'un système vétérinaire performant», souligne Daniel Valenghi, au bureau de la coopération suisse à Oulan-Bator. Or, les structures actuelles, très centralisées, ne permettent pas de surveiller systématiquement la santé du cheptel et de réagir vite si un foyer épidémique apparaît dans un district. Depuis 2008, la DDC aide la Mongolie à réorganiser et à moderniser son système vétérinaire, afin de le rendre plus efficace.

Une composante du projet concerne l'adaptation du cadre légal. Avec l'appui d'experts suisses, le ministère de l'agriculture a élaboré une nouvelle loi sur la santé animale, actuellement en discussion au

Parlement. « Selon l'ancienne législation, héritée de l'ère soviétique, l'État était censé s'occuper de tout dans le domaine vétérinaire », rappelle M. Valenghi. « Désormais, les éleveurs auront plus de responsabilités. C'est à eux, par exemple, qu'il incombera de vacciner leurs troupeaux, et non plus à l'État. » La loi définit le rôle des différents acteurs à tous les niveaux. Elle établit une chaîne hiérarchique qui va du ministère de l'agriculture jusqu'à l'éleveur. Ainsi, le système vétérinaire pourra apporter une réponse plus rapide aux épidémies.



En Mongolie, la lutte contre les maladies animales devrait améliorer les revenus des familles d'éleveurs, éliminer un problème de santé publique et faciliter l'exportation de viande.

Lutte contre deux grandes épizooties

Les experts suisses ont également soutenu la mise en place de stratégies qui permettront de contrôler plus efficacement la brucellose et la fièvre aphteuse. « Nous nous sommes concentrés sur deux épizooties très répandues. Mais ces stratégies serviront de modèles pour lutter contre d'autres maladies », note Geneviève Contesse, chargée de programme à la DDC. Le projet a renforcé les capacités des services vétérinaires appelés à mettre en œuvre ces lignes directrices.

S'agissant de la brucellose, une maladie transmissible à l'homme, la stratégie vise à l'éradiquer d'ici 2020 en combinant deux approches : la vaccination du bétail et des campagnes de sensibilisation pour inciter les éleveurs à se protéger contre la contagion. Le projet a établi des mesures de surveillance, afin de vérifier que tous les animaux ont bien été vaccinés. « Si la brucellose est présente dans un pays, cela signifie que le système vétérinaire ne fonctionne pas correctement, car cette zoonose est facile à éliminer », remarque Daniel Valenghi. La stratégie s'appuie sur le concept « Une seule santé », qui implique une collaboration étroite entre les médecines vétérinaire et humaine.

Quant à la fièvre aphteuse, c'est une maladie souvent bénigne qui guérit spontanément. Elle pose un

problème surtout dans la perspective de l'exportation, explique Daniel Valenghi : « Les vaches malades produisent moins de lait, mais ce n'est pas trop grave dans un pays où chaque éleveur possède en moyenne 155 bêtes. Par contre, il est interdit d'exporter leur viande vers des pays non infectés, car c'est une maladie extrêmement contagieuse. » L'objectif de la stratégie est donc de créer, dans l'ouest de la Mongolie, une zone « indemne de fièvre aphteuse ». Ce statut sanitaire, indispensable pour pouvoir exporter de la viande, est attribué par l'Orga-



nisation mondiale de la santé animale (OIE), sur la base d'une procédure d'évaluation. Pour l'obtenir, la Mongolie devra notamment contrôler les déplacements des troupeaux, éviter toute contamination et établir un plan d'intervention d'urgence en cas de déclenchement de la maladie.

Amélioration de la formation

La troisième composante du projet concerne la formation des vétérinaires. L'École de médecine vétérinaire et de biotechnologie (SVMB), sise dans la capitale Oulan-Bator, a fait l'objet d'une évaluation externe. « Cette étude a montré que l'enseignement dispensé était trop théorique et déconnecté de la réalité », relève Geneviève Contesse. « À l'issue de leur formation, les vétérinaires n'avaient pas les compétences nécessaires pour travailler efficacement sur le terrain. » Avec le conseil d'experts suisses et britanniques, la SVMB a réformé ses programmes d'études, en les axant davantage sur la pratique et sur les besoins réels. Elle a amélioré les méthodes d'enseignement et renforcé les compétences des professeurs. Les nouveaux curriculums sont désormais conformes aux normes internationales. Par ailleurs, le projet a financé des équipements et l'installation, à côté de l'école, d'une écurie destinée aux travaux pratiques. ■

DDC interne



Ted Wood/Aurora/laif

Combattre la violence domestique

(bm) En Mongolie, le boom minier de ces dix dernières années a créé des déséquilibres et une transformation importante dans la société, ce qui a entraîné une augmentation de la violence envers les femmes. L'abus d'alcool est un facteur déterminant. Malgré l'adoption en 2004 d'une loi contre les violences faites aux femmes, le nombre de victimes reste élevé. La Suisse vient de lancer un projet visant à soutenir la mise en œuvre effective de ce texte. Il s'agit notamment d'appuyer l'État dans la collecte des données pour qu'il puisse appliquer la loi et mettre sur pied des services appropriés et de qualité. Le projet doit également sensibiliser la population et les institutions à cette problématique.
Durée du projet: 2016-2020
Volume: 4 millions CHF

Lutte contre la corruption

(bm) En Tanzanie, la corruption demeure un obstacle majeur au développement. Malgré l'ouverture en 2007 d'un bureau national de prévention et de lutte contre ce fléau, le pays peine à l'endiguer. Un nouveau projet de la DDC entend favoriser l'instauration d'un environnement institutionnel et social qui soit de plus en plus propice à une diminution de la corruption. Il prévoit notamment de renforcer les capacités du bureau existant avec le soutien du Centre international pour le recouvrement d'avoirs (Icar),

basé à Bâle, et de mettre sur pied des campagnes de sensibilisation par l'entremise des médias. Parmi les autres mesures planifiées, le projet doit également promouvoir des normes sociales et environnementales élevées dans le secteur privé, en collaboration avec le Pacte Mondial des Nations Unies, ainsi qu'une gestion d'entreprise durable.
Durée du projet: 2016-2018
Volume: 3 millions CHF

Formation de jeunes Albanais

(scwau) L'Albanie se caractérise par un taux de chômage considérable, principalement chez les jeunes. En raison d'un système de formation professionnelle peu performant, les étudiants sont souvent mal préparés à leur entrée sur le marché du travail. La DDC appuie un projet gouvernemental de réforme dans ce domaine. Elle contribue à développer dans cette catégorie de population des compétences liées aux secteurs en croissance (notamment le tourisme, la construction et l'industrie textile), facilitant ainsi la transition vers la vie professionnelle. Environ 8500 jeunes bénéficieront de ce projet. Ils seront formés dans cinq écoles et centres de formation situés au sud du pays.
Durée du projet: 2016-2019
Volume: 6,3 millions CHF

Pour des soins de qualité au Kosovo

(tne) Malgré de nouvelles réformes, le système de santé du Kosovo présente encore des lacunes dans le domaine des soins de base. Étant donné que les patients doivent en général payer eux-mêmes plus

de 40% des frais médicaux, les catégories les plus démunies de la population ont un accès limité aux soins. Un projet de la DDC vise à renforcer les compétences des professionnels de la santé. Grâce à la collaboration mise en place avec divers acteurs du secteur (service de la santé, membres des professions médicales, etc.), environ 600 000 personnes bénéficieront d'un meilleur accès à des soins de qualité.
Durée du projet: 2016-2019
Volume: 6,55 millions CHF

Protection du climat en Inde

(sauya) Un projet de la DDC soutient quatre villes indiennes qui doivent faire face aux impacts négatifs de l'urbanisation rapide. Il renforce les capacités des autorités à gérer les outils d'aménagement urbain. Le but est de permettre aux villes de réduire les émissions de gaz à effet de serre sur leur territoire, mais aussi de s'adapter aux effets inévitables du changement climatique. Il s'agit d'intervenir dans les programmes qui concernent la gestion des déchets, l'eau, les transports et la consommation énergétique des bâtiments. Les villes sont responsables d'une grande part des gaz à effet de serre rejetés dans l'atmosphère au niveau mondial. Avec ce projet, la DDC contribue à rendre l'urbanisation plus durable, conformément au onzième objectif de l'Agenda 2030.
Durée du projet: 2016-2019
Volume: 4,98 millions CHF



Thomas Haugreveen/VU/laif

Lutte contre les carences alimentaires

(kiv) L'absence de desserte médicale de base représente une menace directe en particulier pour les femmes et les enfants de l'État de Rakhine, situé sur la côte occidentale du Myanmar. Un projet d'Action contre la faim, soutenu par la DDC, vise à couvrir les besoins nutritionnels et à agir sur les causes immédiates de la sous-alimentation. Le projet s'adresse en premier lieu aux personnes souffrant de malnutrition aiguë, soit 11 000 enfants de moins de 5 ans et plus de 2600 femmes enceintes ou allaitantes.

Durée du projet: 2016
Volume: 385 418 CHF

Aide à la survie en Équateur

(kiv) Après le violent séisme qui a secoué l'Équateur en avril dernier, l'Aide humanitaire de la DDC a dépêché des experts dans les zones touchées. À Chamanga, Pedernales et Muisne, ces derniers ont distribué des bidons d'eau, des trousseaux de produits d'hygiène et des tablettes de chlore pour la désinfection de l'eau. À Pedernales, ils ont mis en place deux installations de dosage du chlore, ce qui a permis de rétablir l'approvisionnement en eau potable de 27 000 habitants. La Suisse a par ailleurs financé des unités mobiles des Croix-Rouge équatorienne et colombienne, qui ont fourni de l'eau potable aux villages situés à proximité de Chamanga. Des experts du Corps suisse d'aide humanitaire ont également été mis à disposition des organisations internationales.

Durée du projet: mai 2016
Volume: 1,6 million CHF

Les 1100 milliards de dollars perdus

Blanchiment d'argent, évasion fiscale, corruption, manipulation des prix : les flux financiers illicites transfrontaliers affectent tout particulièrement les pays en développement. La Suisse, importante place financière et de négoce des matières premières, veut contribuer à résoudre ce problème. De Fabian Urech.



L'affaire des Panama Papers, qui a révélé de gigantesques flux financiers illicites, a braqué les projecteurs du monde entier sur la ville de Panama.

(urf) « Les Panama Papers ne sont qu'un début. » Tom Cardamone, directeur de l'ONG américaine Global Financial Integrity (GFI), en est persuadé. À son avis, les récentes révélations de la presse internationale reflètent l'échec systématique de la politique dans la lutte contre les mouvements illégaux de capitaux à l'échelle planétaire. « Et on ne parle que d'un cabinet d'avocats, dans un seul pays. Imaginez les proportions que prend ce phénomène dans le monde entier ! »

En effet, des sommes colossales sont transférées illégalement par-delà les frontières nationales. Les pays en développement ou émergents sont les plus touchés. Selon les dernières estimations de GFI, le volume des flux financiers illicites (FFI) en provenance des pays pauvres a atteint 1100 milliards de dollars en 2013. Ce montant est beaucoup plus élevé que la totalité de l'aide au développement. Il

s'agit d'argent dont les États concernés auraient le plus urgent besoin.

D'après les calculs de l'organisation caritative Christian Aid, les gouvernements des pays en développement disposeraient d'environ 160 milliards de dollars supplémentaires par an si ces capitaux restaient sur place et étaient imposés normalement. Actuellement, la tendance va toutefois dans le sens contraire : selon GFI, le volume global des flux financiers illicites s'accroît de 6,5% par an. « Ces sorties de capitaux constituent le principal obstacle au développement des pays pauvres », déplore Tom Cardamone.

Un frein au développement durable

L'accélération de la mondialisation et la libéralisation des échanges financiers internationaux ont favorisé un accroissement spectaculaire des FFI ces

Rapport en préparation

Le Conseil fédéral devrait présenter cette année encore un rapport sur les flux financiers illicites en provenance des pays en développement. Il y montrera notamment dans quelle mesure la Suisse, en tant que place financière et siège d'entreprises actives à l'échelle planétaire, est concernée par cette problématique et quels risques en découlent pour sa réputation. Le gouvernement exposera aussi sa position sur la question au niveau international et dira comment il entend empêcher l'afflux de tels fonds. Son rapport décrira par ailleurs la manière dont la Suisse participe à la lutte internationale contre les transferts illicites de capitaux.



Kadir van Lohuizen/Noor/afp

Le Nigeria est l'un des États riches en matières premières dont la population souffre le plus des flux financiers illicites.

Flux importants en provenance d'Afrique

Le continent le plus pauvre, l'Afrique, est également le plus durement touché par les flux financiers illicites. Selon les estimations de Global Financial Integrity, ce fléau fait perdre chaque année aux pays africains 6% de leur produit intérieur brut. Le phénomène est particulièrement marqué dans ceux qui sont riches en matières premières, comme le Nigeria. L'an dernier, plusieurs pays d'Afrique ont appelé à la création d'un organe des Nations Unies spécialisé dans la lutte contre l'évasion fiscale. La majorité des nations industrialisées ont rejeté cette proposition.

trente dernières années. On considère comme des flux financiers illicites toutes les méthodes et pratiques visant à transférer illégalement des fonds vers d'autres pays. Le blanchiment d'argent, l'évasion fiscale, la corruption et la manipulation des prix dans le cadre des échanges commerciaux figurent parmi les délits les plus courants. Dans une acception plus large, la notion de FFI recouvre également des pratiques en matière de transfert d'argent qui ne sont certes pas interdites, mais qui nuisent au développement. C'est le cas par exemple de certaines mesures d'optimisation fiscale.

Depuis quelques années, on est de plus en plus conscient de l'obstacle que les flux financiers illicites, aux ramifications parfois très vastes, représentent pour le développement durable. Cela concerne d'ailleurs autant les pays industrialisés que ceux en développement. C'est pourquoi la lutte contre les FFI a constitué un thème important de la conférence sur le financement du développement, qui s'est tenue l'an dernier à Addis-Abeba. Dans le document final, la communauté internationale s'est engagée à redoubler d'efforts d'ici 2030 pour endiguer ce phénomène. L'Agenda pour le développement durable, adopté par l'ONU l'automne dernier, recommande aussi de «réduire nettement les flux financiers illicites».

Pour Werner Thut, conseiller politique principal à la DDC, ce sont là des signaux importants. «Les besoins sont en grande partie connus, tant au niveau

international qu'en Suisse», relève-t-il. De nombreuses questions subsistent quant au volume et à la définition des FFI, mais il est évident que l'on ne pourra pas réaliser l'ambitieux Agenda 2030 sans les endiguer.

Efforts internationaux

Les révélations de ces dernières années ont incité certains pays et l'UE à augmenter les contrôles, renforcer la législation et combler les principales brèches. Au niveau international, l'OCDE fait partie des pionniers en la matière. Elle a élaboré des recommandations dans le cadre d'une initiative visant à prévenir «l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices» (BEPS).

Selon Alex Cobham, responsable de la recherche au sein du Réseau pour la justice fiscale (TJN), l'affaire des Panama Papers a conféré un nouvel élan au mouvement. «La divulgation de rapports de propriété ou l'échange automatique d'informations, qui faisaient sourire il y a quelques années encore, figurent aujourd'hui tout en haut de l'agenda international.» Toutefois, un écart subsiste entre les objectifs et leur mise en œuvre. «Les déclarations d'intention sont une bonne chose, mais on reste loin de la réalisation sur bien des points», relève ce fiscaliste.

Le rôle de la Suisse

Pour Alex Cobham, la Suisse a un rôle clé à jouer

dans la lutte contre les FFI. «Ce pays reste une plaque tournante des transferts transfrontaliers illicites de capitaux, notamment dans le contexte du commerce des matières premières et des avoirs cachés.» La Suisse occupe toujours la première place du classement selon l'indice de l'opacité financière, établi par le TJN.

Il ne fait aucun doute que la Suisse est exposée à plusieurs titres, vu son statut de centre bancaire et commercial. «Étant une place financière internationale et un pays à faible taux d'imposition, nous contribuons avec quelques autres à ce que la fuite des maigres ressources financières des pays en dé-



Les sorties illégales de capitaux – ici au Somaliland – privent les pays pauvres de ressources fiscales et entravent considérablement leur développement.

veloppement dépasse de loin le montant total de l'aide», explique Pio Wennubst, vice-directeur de la DDC.

Cependant, la Suisse s'est beaucoup investie ces dernières années pour remédier au problème des flux illicites. Elle a notamment durci la loi sur le blanchiment, pris diverses mesures contre la corruption d'agents publics et mis en place des pro-

cédures efficaces de restitution des avoirs volés par des potentats. Par ailleurs, elle s'est engagée à mettre en œuvre d'ici 2018 l'accord de l'OCDE sur l'échange automatique de renseignements en matière fiscale ainsi que les principaux accords BEPS.

La stratégie du zèbre

«La Suisse a fait des progrès en matière de lutte contre l'argent sale», constate Dominik Gross, d'Alliance Sud. Mais cela s'applique surtout aux pays riches. Le Conseil fédéral et le Parlement appliquent une «stratégie du zèbre», déplore cet expert en politique financière et fiscale internationale: «Alors que seul de l'argent propre est censé arriver en Suisse en provenance des pays industrialisés, nos banques continuent d'attirer des fonds soustraits au fisc dans de nombreux pays d'Afrique.» La plupart des États occidentaux ne sont toujours pas favorables à l'introduction d'un régime fiscal mondial qui tiendrait compte des besoins des pays en développement, relève-t-il.

Andrew Ertl, de l'Association suisse des banquiers, rejette ces accusations. La Suisse est parmi les pays qui ont mis en œuvre le plus rapidement les normes financières internationales. «Nous avons une longue tradition de lutte contre le blanchiment d'argent. Après la récente crise financière, la branche financière suisse a encore accentué ses efforts», explique ce juriste. «Nos banques sont soumises à des devoirs de diligence étendus, en comparaison internationale.» Pour Andrew Ertl, les causes des FFI sont à chercher avant tout dans les pays dont ils proviennent.

Cohérence politique

Les organisations de développement jugent nécessaire d'accorder davantage d'attention à cette thématique. Le plus important est de concilier les intérêts économiques et ceux du développement, qui ne sont pas toujours les mêmes. «Pour utiliser de manière efficiente les fonds limités de l'aide au développement, il faut trouver des solutions politiques cohérentes, notamment dans les domaines où notre pays joue un rôle important au niveau international», estime Werner Thut, de la DDC.

C'est pourquoi le nouveau message du Conseil fédéral sur la coopération internationale 2017-2020 accorde une place de choix à la question de la cohérence. Tom Cardamone, de Global Financial Integrity, s'en réjouit: «La Suisse a une voix importante dans ce domaine. Si elle contribue à stopper les flux financiers illicites, cela sera plus utile pour les pays en développement que tous ses programmes d'aide.» ■

(De l'allemand)

Pour des systèmes fiscaux équitables

Le projet BEPS, lancé par le G20, a pour but d'obliger les multinationales à cesser leurs pratiques de soustraction fiscale. En 2012, l'OCDE a été chargée d'élaborer des mesures de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (*base erosion and profit shifting* – BEPS). Elle a présenté l'automne dernier des recommandations et de nouvelles normes minimales contraignantes, qui ont obtenu l'aval politique du G20. En Suisse, il est prévu d'introduire partiellement ces directives dans le cadre de la troisième réforme de l'imposition des entreprises.

Le réalisme magique du Caño Cristales

Il y a quelques années, la région de la Macarena, dans le département du Meta, est devenue célèbre, car elle a accueilli l'une des tentatives les plus notoires pour parvenir à la paix en Colombie. Même si cette tentative a échoué, le monde a découvert un endroit paradisiaque, digne d'un roman de Gabriel García Márquez.

La Sierra de la Macarena est une chaîne de montagnes vers laquelle convergent quatre des plus importants écosystèmes d'Amérique latine : l'Orénoquie, l'Amazonie, les Andes et le plateau des Guyanes. C'est là, au milieu des forêts tropicales, des petits bois et des savanes humides que prend sa source une petite rivière où s'épanouissent toutes les couleurs de l'arc-en-ciel.

Le Caño Cristales parcourt à peine 100 kilomètres et sa largeur n'est que de 20 mètres. Mais les scientifiques du monde entier le considèrent comme une zone essentielle pour étudier la vie sylvestre sur la planète. En effet, cette rivière abrite quelque 12 000 plantes

différentes, 63 espèces de reptiles, 43 de mammifères et 420 familles d'oiseaux, dont 23 sont en voie de disparition. Cette riche biodiversité explique pourquoi le Caño Cristales est un lieu privilégié par la recherche scientifique internationale.

Le paysage est d'une beauté indescriptible. La végétation, qui recouvre presque tout, est typique des régions tropicales. Elle brille d'un vert incandescent et les cascades apportent une fraîcheur bienvenue dans la chaleur omniprésente. Mais le véritable joyau que renferme la Sierra de la Macarena, c'est le Caño Cristales.

Comme dans un dessin d'enfant, ses eaux passent du turquoise au violet foncé, puis elles se teintent d'un vert tropical et d'un rouge sang, avant de finir dans toutes les nuances de jaune à l'horizon. C'est la présence d'une plante aquatique indigène, la *macarenia clavigera*, qui rend possible cette magie des couleurs. Les roches sédimentaires viennent compléter un paysage unique où chaque

méandre de la rivière regorge de merveilles. Grâce à son lit de roches, le Caño Cristales est une succession de rapides, de cascades, de mares et de dépressions. Ses eaux cristallines permettent d'apercevoir des formes et des couleurs hallucinantes.

Les formations rocheuses, qui caractérisent la rivière et toute la région, figurent parmi les plus anciennes du monde. Elles datent de plus de 1,2 milliard d'années. Elles font partie du plateau des Guyanes, qui s'étend jusqu'au Brésil et au Venezuela. Non loin du Caño Cristales, on trouve des sites archéologiques où les cultures précolombiennes ont laissé des pétroglyphes et des pictogrammes. Les habitants, qui connaissent bien les lieux, servent de guides touristiques. Ils agrémentent la visite en racontant les histoires de leurs ancêtres – lesquelles tiennent probablement plus de l'imagination que de la réalité, mais cela n'enlève rien à leur caractère émotionnel et profond. On pourrait s'attendre à ce que cette merveille de la nature, visitée chaque année par des milliers de touristes colombiens et étrangers, ait donné naissance à une réelle industrie du tourisme. Mais ce n'est pas le cas. Les guides sont toujours des étudiants ou des paysans locaux, les rares hôtels sont rudimentaires et l'offre de restauration demeure pour le moins limitée.

Le potentiel de développement touristique est énorme et le gouvernement local de la Macarena entend promouvoir cette branche tout en protégeant l'environnement, qui constitue son atout le plus précieux. Cependant, l'ensemble de la région court un autre risque : l'exploitation minière. Les conditions géologiques, causes

de son immense valeur écologique, font penser en effet que le sous-sol pourrait renfermer des gisements de minerais et de pétrole.

Pour l'heure, le Caño Cristales échappe pourtant à la menace et continue d'offrir aux voyageurs une expérience unique pendant une moitié de l'année. En revanche, durant les six mois de la saison sèche, on doit fermer l'accès à la rivière, afin de protéger la *macarenia clavigera*. Les touristes pourraient l'abîmer et gâcher ainsi l'explosion de couleurs qui fait de cette rivière la plus belle du monde. ■

(De l'espagnol)



Ana María Arango vit et travaille à Bogotá, la capitale colombienne. Elle est journaliste, animatrice et analyste politique dans le cadre d'une émission de télévision très populaire, *El primer Café*, diffusée sur la chaîne Canal Capital. Ce programme traite avec humour de la politique et de l'actualité. Au cours des dernières années, Ana María Arango a également été active comme conseillère dans des domaines tels que la coopération au développement, la gestion de l'information, les droits de l'homme et l'aide humanitaire. « Mais avant tout, je suis professeure, c'est ma vocation première », précise la jeune femme qui enseigne les sciences politiques à l'Université Externado de Colombia, à Bogotá. « Enseigner n'est pas seulement ma profession, c'est aussi mon hobby. »

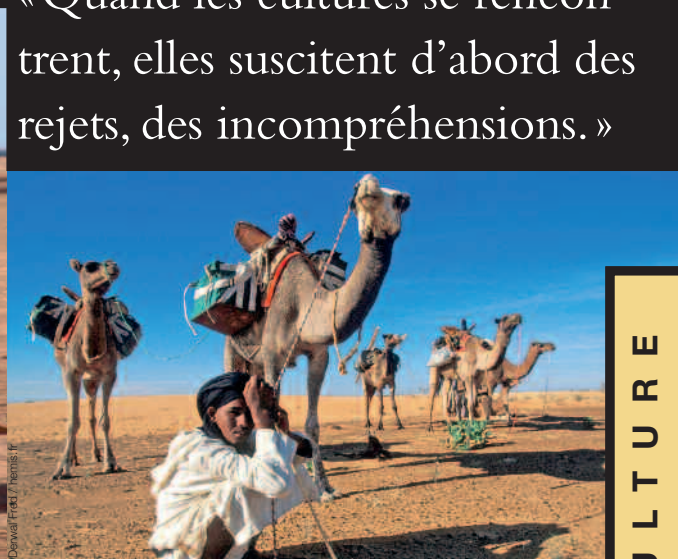


Ana María Arango

« Seules meurent les cultures qui ne s'ouvrent pas »

L'écrivain mauritanien Beyrouk emmène ses lecteurs dans les campements et les oasis du Sahara, où les Bédouins vivent selon des traditions ancestrales. Il décrit notamment les tensions qui opposent ces tribus nomades à la société urbaine moderne. Son dernier roman *Le Tambour des larmes*, a obtenu le prix Kourouma 2016. Entretien avec Jane-Lise Schneeberger.

« Quand les cultures se rencontrent, elles suscitent d'abord des rejets, des incompréhensions. »



Un seul monde : Vous avez déjà reçu plusieurs récompenses littéraires. Le prix Kourouma, qui vous a été décerné en avril dernier par le Salon du livre et de la presse de Genève, revêt-il une signification particulière pour vous ?

Beyrouk : Je suis, bien sûr, fort heureux de l'avoir reçu. D'abord parce que ce prix est devenu au fil des ans l'une des plus prestigieuses distinctions du roman francophone. Ensuite parce qu'il porte le nom de l'écrivain ivoirien Ahmadou Kourouma, dont j'adore l'écriture. Enfin, j'aime beaucoup la ville de Genève, que j'avais déjà visitée à l'occasion d'un précédent Salon du livre.

Vous êtes l'un des rares écrivains francophones de Mauritanie. Pourquoi avoir choisi d'écrire dans cette langue ?

Mon père était un instituteur francophone. Il enseignait le français aux petits Bédouins, pensant leur donner en même temps des armes pour la liberté. À l'âge de 12 ans, je suis tombé amoureux de cette langue, à la faveur d'une rencontre avec Victor Hugo. La lecture des *Misérables* m'avait pris mes trois mois de vacances. Depuis, cet amour ne s'est jamais démenti. Inutile de dire que je reste attaché à ma langue maternelle, le hassaniya, et à la culture fortement métissée de mon peuple. La littérature française m'a aussi appris que les cultures ne s'affrontent pas, mais qu'elles s'embrassent.

Qu'entendez-vous par là ? Quand les cultures se rencontrent, elles suscitent d'abord des rejets, des incompréhensions, chez les individus et les groupes sociaux. Cependant, elles s'in-



fluencent, se pénètrent et finissent toujours par se compléter, par s'embrasser en quelque sorte. Notre grand dilemme, à nous tous, c'est la peur de ce qu'apportent les autres, la peur de perdre nos racines. Or, seules meurent les cultures qui ne s'ouvrent pas. Aujourd'hui, je porte toujours en moi une partie de ma bédouinité. Je ne la cache pas, elle ne me fait pas honte. Mais

elle ne m'empêche pas non plus d'être un écrivain francophone et d'avoir des amis partout dans le monde.

Votre bédouinité ? Mais vous êtes un sédentaire, vous avez toujours vécu en ville. Les Bédouins ne mènent-ils pas par définition une existence nomade ?

La bédouinité est plus qu'un



Claire Shirley/Alf

« Aujourd'hui, nous vivons en ville, mais nous continuons de penser et d'agir en Bédouins. »



Michael Runke/robertharding/Alf



Michael Runke/robertharding/Alf



mode de vie. C'est un art de vivre, une culture, une manière de concevoir le monde. J'appartiens à une tribu qui a longtemps nomadisé dans le Sahara. Son aire de commerce et de pâturage allait du sud du Maroc jusqu'à Tombouctou, au Mali. Aujourd'hui, nous nous sommes installés en ville. Mais notre culture nous habite toujours. Nous continuons de penser et d'agir en Bédouins.

C'est cette société tribale que vous mettez superbement en scène dans vos livres. Vous décrivez ses coutumes, ses codes ancestraux, mais aussi sa confrontation avec le monde moderne des villes. Ces deux cultures

vont-elles aussi finir par s'embrasser ?

L'opposition entre bédouinité et modernité est très ancienne. Elle est indéniable. Ce sont deux visions totalement différentes. Les Bédouins considèrent généralement les citadins comme des gens peureux, repliés sur eux-mêmes et dépourvus d'honneur. Ils les trouvent trop riches, trop gras, trop avares, bref juste bons à être raziés. Aux yeux des citadins, en revanche, les Bédouins sont des raziés, des ratés, des barbares sans foi ni instruction. Aujourd'hui, ces deux mondes sont toutefois obligés de se côtoyer, d'avoir des échanges, car ils partagent le même espace. En effet, la bédouinité, au sens physique, se meurt en Mauritanie.

Les nomades se sédentarisent et viennent habiter en ville. Donc, oui, les deux cultures finiront par fusionner. On observe déjà leur rapprochement au quotidien.

Comme le dit l'un de vos personnages, la ville est aussi l'endroit « où les esclaves retrouvent la liberté » après avoir fui les campements. Quelle est l'ampleur de cette pratique qui semble perdurer en Mauritanie ?

J'y fais allusion pour les besoins du roman, mais dans les faits, l'esclavage a quasiment disparu. Il perdurait encore quand j'étais jeune, malgré les nombreux textes qui l'interdisaient, dont le plus célèbre date de 1980. Cette pratique a toutefois laissé des sé-

quelles. Beaucoup d'anciens maîtres n'ont pas des relations d'égal à égal avec leurs anciens esclaves. Ils continuent de se croire supérieurs à eux. En outre, les esclaves affranchis rencontrent souvent un problème d'intégration. Ils constituent le prolétariat des villes, car la plupart d'entre eux, n'ayant pas été à l'école, manquent d'instruction.

Le Tambour des larmes raconte l'histoire de Rayhana, une jeune Bédouine qui se laisse séduire par un ingénieur de passage et tombe enceinte. Sa mère l'oblige à abandonner son bébé pour éviter le déshonneur et lui impose un mariage arrangé. Ce récit reflète-t-il la situation actuelle

« Comme ailleurs en Afrique, la liberté de la presse prend parfois des allures de vendetta. »



Mbarek Ould Beyrouk – de son nom de plume Beyrouk – est né en 1957 à Atar, dans le nord de la Mauritanie. Après des études de droit, il s'est lancé dans le journalisme. Il a créé en 1988 *Mauritanie demain*, le premier journal indépendant du pays. Après avoir dirigé l'Agence mauritanienne d'information, il a siégé à la Haute Autorité de la presse et de l'audiovisuel, puis a exercé la fonction de secrétaire général du ministère de la jeunesse et des sports. Depuis juin 2015, il est conseiller du président de la République sur les questions culturelles et sociales. Dès l'âge de 25 ans, Beyrouk a publié des nouvelles dans la presse locale. Il en a réuni une bonne partie dans le recueil *Nouvelles du désert* (2009). Il a également publié trois romans : *Et le ciel a oublié de pleuvoir* (2006), *Le Griot de l'émir* (2013) et *Le Tambour des larmes* (2016).



des femmes en Mauritanie ?

Les choses évoluent petit à petit, mais on peut toujours rencontrer des cas comme celui-là. Mettre au monde un enfant en dehors du cadre du mariage reste quelque chose d'inacceptable, une honte jetée à la face de la famille et de toute la communauté. C'est l'honneur de la tribu qui est en jeu. Or, l'honneur est une valeur cardinale chez les Bédouins. La coutume veut qu'on le lave dans le sang. L'enfant de Rayhana lui a été retiré, mais le clan aurait pu aussi les tuer tous les deux. Cela arrive encore parfois.

Et qu'en est-il des mariages forcés ?

Dans les sociétés tribales, on ne consulte pas la jeune fille sur le

choix de son époux. C'est sa famille qui décide du premier mariage. Mais quand la femme demande le divorce, elle l'obtient généralement. Elle peut alors choisir librement son deuxième mari. En fait, la femme jouit de davantage de libertés chez les Sahariens que dans d'autres régions d'Afrique. Les peuples du désert ne connaissent pas la polygamie, par exemple. Ils ont un respect absolu de la femme. Un homme n'a pas le droit de frapper ou d'insulter son épouse. C'est même stipulé dans le contrat de mariage.

Vous n'êtes pas seulement écrivain, mais aussi journaliste. Vous avez créé en 1988 le premier journal indépen-

dant de Mauritanie. Comment le paysage médiatique a-t-il évolué depuis lors ?

Il s'est considérablement diversifié. La presse écrite compte une foule de titres. En outre, plusieurs chaînes privées de radio et de télévision ont émergé ces dernières années. Les sites d'information en ligne se multiplient également. Cette profusion de médias nous paraît aujourd'hui naturelle. Mais jusqu'en 1988, nous n'avions qu'un seul journal, le quotidien gouvernemental *Chaab*.

La liberté de la presse, dont vous avez été un ardent défenseur, est-elle désormais acquise ?

Oui, les journalistes peuvent travailler librement. Mais la profes-

sion s'est développée de manière un peu anarchique et il reste beaucoup à faire pour l'organiser. Le manque de formation est le principal problème : aujourd'hui, n'importe qui peut s'autoproclamer journaliste. Dans un tel contexte, les entorses à la déontologie ne sont pas rares. Comme ailleurs en Afrique, la liberté de la presse prend parfois des allures de vendetta. Il arrive que des médias publient des accusations dont ils n'ont pas la moindre preuve. De surcroît, ce milieu n'échappe pas à la corruption. Certains journalistes n'hésitent pas à chanter les vertus d'hommes politiques qui leur graissent la patte. Cela dit, il y a aussi des professionnels sérieux qui font leur travail très consciencieusement. ■

Service

Expositions



La parole aux déracinés

(ann) Chassés, persécutés, désespérés, ils ont pris la fuite dans l'espoir de survivre et d'avoir de meilleures perspectives d'avenir. Le monde compte aujourd'hui 65,3 millions de personnes déracinées, ce qui représente plus de sept fois la population suisse. Leur nombre ne cesse de croître. Nous faisons face à la plus grande crise humanitaire depuis la Seconde Guerre mondiale. Les répercussions se font certes sentir en Europe, mais ce sont les pays en développement qui supportent la plus lourde charge. Qui sont ces réfugiés ou ces personnes déplacées ? Qu'est-ce qui les pousse à fuir ? Quelles sont leurs perspectives ? L'exposition *Fuir* donne la parole à des femmes, à des enfants et à des hommes en fuite, en retraçant leurs destins. Elle évoque aussi le vécu des travailleurs humanitaires. Enfin, elle s'intéresse aux responsables qui, en Suisse, doivent déterminer qui a droit à l'asile ou pas – une décision lourde de conséquences. « *Fuir* », Musée national suisse, Zurich, dès le 29 octobre

Pendulaire entre deux continents

(bf) Depuis toujours, la photographe Flurina Rothenberger fait la navette entre deux continents. Née en Suisse, elle a grandi en Côte d'Ivoire. Cette



Flurina Rothenberger

Zurichoise de 39 ans explique, à sa manière, qu'il n'existe pas une seule représentation de l'Afrique, mais plusieurs. À ses yeux, une grande vérité se cache derrière le dicton africain : « S'il n'écoute que l'hyène, le lièvre ne saura jamais à quoi ressemble vraiment le buffle. » Dans l'exposition qui se tient cet automne au Photoforum Pasquart, à Bienne, Flurina Rothenberger montre la réalité de l'Afrique, loin des stéréotypes et des clichés, telle qu'elle l'a perçue ces dix dernières années lors de séjours privés et professionnels. Flurina Rothenberger, Photoforum Pasquart, Bienne, du 18 septembre au 20 novembre, www.photoforum-pasquart.ch

Manifestation

Plongée dans la coopération internationale

(bf) Travailler dans le monde de la coopération internationale est une activité dynamique et enrichissante, qui exige en tout temps une bonne dose d'ouverture et de capacité d'adaptation. Quels obstacles rencontrent ceux qui s'engagent dans ce domaine ? Quelles décisions doivent-ils prendre durant leur carrière ? Quels défis se posent de nos jours à la communauté des coopérants ? Le Forum cinfo 2016, qui se tiendra le 28 octobre à Bienne, est le salon du marché du travail suisse de la coopération internationale. C'est la plateforme idéale pour s'informer, faire du réseautage et planifier sa carrière : organisations, employeurs potentiels et conférenciers permettront tant aux débutants qu'aux personnes expérimentées de se plonger dans les thèmes les plus actuels. Le salon offre également la possibilité de nouer des contacts avec les acteurs de tous les domaines de la coopération. Forum cinfo 2016, Stade de Suisse, Berne, 28 octobre ; informations et programme : www.cinfo.ch

Musique

Des chansons pour l'heure bleue

(er) Il y a plus de dix ans que la Brésilienne Céu, de son nom de baptême Maria do Céu Whitaker Poças, s'est acquise une renommée dans le monde entier. Cette auteure-compositrice-interprète de 36 ans le doit surtout à la créativité qui la pousse à ajouter sans cesse des impulsions aussi nouvelles que variées à sa musique envoûtante. Les douze morceaux de son quatrième album sont là pour le prouver. Intitulé *Tropix* – contraction de « tropical » et « pixels » –, celui-ci mêle la poésie des chansons populaires brésiliennes à des sonorités électroniques. Des rythmes souvent métalliques, mais au

style assumé, parsèment un paysage sonore paisible et hypnotique. La voix chaude, claire et un brin mélancolique de Céu se pose tout en douceur sur ces subtiles mélodies. Sa sensualité convient à merveille pour l'heure bleue, juste avant que la nuit n'envahisse le ciel d'été. Céu : « *Tropix* » (Six Degrees / Indigo)

Un globe-trotter de la musique

(er) La voix du chanteur et guitariste sénégalais Baaba Maal, 63 ans, est toujours claire comme du cristal. Ayant exploré de long en large les musiques du monde, cette star internationale, que l'on appelle le « rossignol africain », a intitulé son dernier album en toute logique *The Traveller*. Il l'a enregistré entre Londres et



Dakar après six années de pause. Cet esprit libre, très engagé sur le plan social et politique, y chante en peul, la langue du peuple toucouleur dont il est issu. Il évoque notamment le pouvoir de la langue, la guerre et la paix. Son phrasé étonnant est serti comme un joyau dans un fond sonore hymnique fait de roots, de desert-rock et de pop. Il est orné de chœurs subtils, d'instruments traditionnels (kora, flûte peule, djembé) et des effets harmonieux d'une bande-son électronique. Cet ensemble fascinant forme une harmonie dense qui invite à se laisser aller et donne envie de chanter à l'unisson.

Baaba Maal : « *The Traveller* » (Marathon Artists / Rough trade)

Plutôt le rock que la médecine

(bf) Leyla Bouzid compte parmi les jeunes réalisateurs qui ont participé au Printemps arabe et placé des espoirs dans ce mouvement. Il n'est donc pas surprenant que le premier long métrage de cette Tunisienne, *À peine j'ouvre les yeux*, ait remporté un énorme succès dans son pays. Ce film exprime le désir de toute une génération, mais souligne aussi qu'aucun été n'a succédé au printemps. L'histoire se passe à Tunis, juste avant la révolution. Farah, 18 ans, vient d'avoir son bac. Sa famille voudrait qu'elle fasse des études de médecine. Pour sa part, elle préfère chanter dans un groupe de rock contestataire et se battre contre une société restrictive. Leyla Bouzid trace le portrait vibrant d'une jeune femme qui conteste les structures patriarcales et se rebelle, mais se heurte à la dure réalité. Ce film explosif illustre l'ampleur des changements nécessaires et la longueur du chemin à parcourir pour instaurer une société libre, même dans un pays aussi avancé que la Tunisie.

Leyla Bouzid : « *À peine j'ouvre les yeux* », 2015 ; www.trigon-film.org

Aventure initiatique dans un bidonville

(dg) Abila, 14 ans, vit à Kibera, un vaste bidonville de Nairobi. Un matin, il découvre son père prostré dans un coin, en plein



délire, affirmant qu'une femme lui a volé son âme. Déterminé à le sauver, l'adolescent part en quête d'une solution. Avec l'aide de son amie Shiku, il remonte jusqu'à une terrifiante sorcière. Cette femme lui assigne sept tâches à accomplir d'ici au lendemain matin pour libérer l'âme de son père. Abila se lance alors dans une course contre la montre et un périple palpitant à travers le bidonville. Le fils dévoué doit risquer tous les dangers et devenir un homme en une journée. Cette aventure initiatique est le thème de *Soul Boy*, premier long métrage de Hawa Essuman, une jeune réalisatrice ghanéo-kenyane. Parallèlement, le film présente les multiples facettes de la vie quotidienne à Kibera. Récompensé à plusieurs reprises, il a notamment remporté le Prix du public au Festival international du film de Göteborg en 2010.

Hawa Essuman : « *Soul Boy* », Kenya/Allemagne, 2010, dès 12 ans. Le film est disponible à la location (vidéo à la demande) et sur DVD. Information : education21.ch, tél. 021 343 00 21, www.education21.ch.

Livre

L'Afrique affirme son identité

(fu) Beaucoup considèrent toujours l'Afrique comme un bloc monolithique, inconnu et presque impénétrable, qui semble condamné à rester éternellement pauvre, sous-développé et sujet aux pires catastrophes. Dans son dernier livre, Alex Perry, correspondant depuis de longues années en Afrique pour l'hebdomadaire américain *Time*, a voulu corriger ces préjugés. Il décrit un continent moderne qui, après des siècles d'oppression, se trouve « dans une phase d'affirmation de soi ». Selon ce journaliste, les pays africains sont sur le point de s'émanciper de l'influence étrangère, souvent patriarcale. Ils se libèrent de régimes économiques nocifs, de l'aide au développement et de la notion prétendument universelle de progrès. Alex Perry brosse un portrait coloré et nuancé du continent. Son récit devient très prenant lorsqu'il évoque les gens qu'il a rencontrés : entrepreneurs, commerçants, informaticiens, seigneurs de la guerre, professeurs, chefs d'État, etc. Vu les nombreuses informations plutôt décourageantes de ce livre, l'optimisme affiché par l'auteur reflète toutefois plus ses désirs que la réalité. Alex Perry : « *The Rift: the Future of Africa* », Weidenfeld & Nicolson, 2015 ; « *In Afrika: Reise in die Zukunft* », S. Fischer, 2016

Coup de cœur



Peindre au milieu des manguiers

Omar Ba, peintre sénégalais établi en Suisse, a obtenu le Swiss Art Award en 2011.

À Genève, j'ai presque tout ce qu'il faut pour travailler dans les meilleures conditions : un atelier, du matériel, ma documentation, etc. Régulièrement, j'ai cependant besoin de me reconnecter avec mes origines. C'est pourquoi je passe trois ou quatre mois par an au Sénégal. Il est important pour moi de retrouver mes amis d'enfance, de partager la vie de mes concitoyens, de ressentir leurs difficultés, leurs souffrances. Près de Dakar, ma famille possède un champ de manguiers, où nous cultivons également des légumes bios. Je suis en train d'y construire un atelier et un logement. Comme la peinture me suffit pour vivre, tout ce que me rapporte ce champ va à des personnes démunies ou à des associations caritatives. Ces allers et retours entre la Suisse et le Sénégal, nécessaires à mon équilibre, sont aussi une source d'inspiration. Mes tableaux font souvent référence aux rapports Nord-Sud, aux guerres ou à la pauvreté engendrée par la mondialisation. Pour découvrir un pan de l'histoire de l'Afrique, je recommande le film *Ceddo* de Sembène Ousmane. Il évoque la pénétration de l'islam et du christianisme sur un continent attaché à ses traditions animistes.

(Propos recueillis par Jane-Lise Schneeberger)

Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Manuel Sager (responsable)
George Farago (coordination globale)
Beat Felber, Pierre Maurer, Nicole Merkt,
Marie-Noëlle Paccolat, Christina Stucky,
Özgür Ünal

Rédaction :

Beat Felber (bf - production)
Luca Beti (lb), Jens Lundsgaard-Hansen (lh),

Jane-Lise Schneeberger (jls), Fabian Urech (fu), Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho et impression :

Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de : DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne,

Courriel : deza@eda.admin.ch

Tél. 058 462 44 12

Fax 058 464 90 47

www.ddc.admin.ch

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 51 200

Couverture : jeunes Kenyans à Nairobi ; Sven Torfinn/laif

ISSN 1661-1675

« Les gens pensent parfois que l'éducation résoudra le problème du chômage. Mais le système éducatif ne crée pas d'emplois. »

Suzanne Grant Lewis, page 12

« La plupart des jeunes, soit un quart de la population, apportent un soutien actif ou passif à la révolution. »

Sara Khorshid, page 22

« La Suisse reste une plaque tournante des transferts transfrontaliers illicites de capitaux, notamment dans le contexte du commerce des matières premières et des avoirs cachés. »

Alex Cobham, page 29
